

L'ambassadeur de France convoqué au ministère des AE P.3

**Tebboune
reçoit le
président du
Mouvement
El Bina** P.3



**CESSEZ-LE-FEU À GHAZA
Discussions
en cours pour
la deuxième
phase
de l'accord**

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2



**COMMUNAUTÉ NATIONALE
ÉTABLIE À L'ÉTRANGER
Des «cellules
de crise»
mises en
place dans
certains pays** P.4

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**PR. SAMIA TARGHIT, CHEF DE SERVICE
PNEUMOLOGIE AU CHU «MUSTAPHA BACHA»**

La grippe et le Covid sous surveillance

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



**STATUT PARTICULIER
ET RÉGIMES
INDEMNITAIRES DES
PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ
Les augmentations
perçues en mars
au plus tard**

Lire l'article de M. Aziza page 4

Cessez-le-feu à Ghaza
Discussions en cours
pour la deuxième phase
de l'accord

Mohamed Mehdi

Mardi, 10^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, l'armée israélienne continue de tirer à Ghaza. Les bilans statistiques du ministère de la Santé publiés les 27 et 28 janvier, font état de 13 nouveaux martyrs et 91 autres blessés, dans plusieurs régions de l'enclave. La même source indique aussi que 46 corps de martyrs ont été retrouvés sous les décombres. Ces chiffres portent le nombre de victimes, depuis le 7 octobre 2023, à 47.354 martyrs et 111.563 blessés.

Hier, la Société du Croissant-Rouge palestinien a rapporté qu'un «tireur d'élite israélien» a visé une de ses ambulances «alors qu'elle effectuait une mission urgente à Tal Al-Sultan, à l'ouest de Rafah». Le communiqué ne précise pas s'il y a des victimes dans cette nouvelle attaque.

En outre, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté que l'armée d'occupation israélienne a tiré des coups de semonce sur des Palestiniens qui se dirigeaient vers le nord de Ghaza via le point de contrôle de Netzarim.

Par ailleurs, le Bureau des médias du gouvernement de l'enclave assiégée a indiqué, lundi en fin d'après-midi, que plus de 300.000 Palestiniens déplacés ont pu regagner les gouvernorats de Ghaza et du nord, depuis la matinée.

La même source a déclaré, mardi dans un communiqué publié sur X, que «des équipes de police ont réussi à neutraliser des dizaines de restes de munitions non explosées laissés par l'armée d'occupation dans tous les gouvernorats de Ghaza». «Les équipes spécialisées ont déployé d'importants efforts ces derniers jours pour retirer les munitions et roquettes non explosées et sécuriser les zones résidentielles, ce qui a contribué à réduire les risques potentiels pour la vie des civils, en particulier les enfants qui sont exposés à ces déchets lorsqu'ils jouent dans les zones touchées», ajoute le Bureau des médias du gouvernement. Le communiqué rappelle aux habitants de Ghaza de «faire preuve de la plus grande vigilance et de prudence lors de leurs déplacements», de «rester à l'écart des objets suspects et d'en informer immédiatement les autorités compétentes».

Dans une autre communication, le Bureau des médias a indiqué qu'une «quantité limitée de gaz de cuisine est entrée aujourd'hui (mardi, ndlr) dans l'enclave de Ghaza et dans les gouvernorats du nord, pour la première fois depuis le début du génocide israélien».

Les habitants du nord de Ghaza ont continué, hier, à «affluer vers le camp de réfugiés de Jabaliya malgré les difficultés, les dangers et les destructions», a rapporté Al Jazeera.

«Un grand nombre d'habitants du camp de Jabaliya ont choisi d'y retourner et de vivre au milieu des décombres de leurs maisons, malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés, notamment pour subvenir à leurs besoins et les dangers que cela représente pour eux et leurs enfants», ajoute un correspondant de la chaîne qatarie.

Concernant l'acheminement des aides, le directeur de communication de l'Office de secours et de travaux des Na-

tions Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), cité par Al Jazeera, a déclaré que l'agence «prévoit de rester à Ghaza et de continuer à fournir de l'aide jusqu'à ce qu'elle ne soit pas en mesure de le faire».

La même source a rappelé que le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a déclaré, il y a quelques jours, que l'agence était déterminée à continuer à travailler à Ghaza et en Cisjordanie même après l'entrée en vigueur, le jeudi 30 janvier 2025, de l'interdiction de ses opérations par l'entité sioniste. Lazzarini a également déclaré aux journalistes que l'interdiction de l'UNRWA «affaiblirait considérablement la réponse humanitaire internationale» à Ghaza. Par ailleurs, la Commission européenne a décidé, lundi, de redéploier un «comité de suivi au terminal de Rafah». Un porte-parole de la Commission européenne a déclaré que la Commission européenne est «prête à soutenir l'accord de cessez-le-feu à Ghaza et qu'ils redéploieraient une mission de surveillance au terminal de Rafah».

A propos de la deuxième phase des négociations de cessez-le-feu, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majid Al-Ansari, a indiqué, hier lors du point de presse hebdomadaire, que les discussions sont en cours pour le lancement de cette étape.

«Nous continuons à préparer le climat pour le début des négociations sur la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu à Ghaza», a-t-il déclaré. En réponse à une question sur l'entrée des aides humanitaires, Al-Ansari a déclaré qu'il existe des «défis logistiques considérables» pour faire parvenir l'aide à Ghaza, soulignant «la nécessité pour les deux parties et les parties internationales de travailler sérieusement pour apporter la plus grande quantité d'aide».

Concernant les «violations enregistrées» du cessez-le-feu, l'intervenant a déclaré : «Nous ne pensons pas qu'il y ait eu une véritable violation susceptible de conduire à une escalade ou à l'échec de la trêve».

Al-Ansari a également salué «les échanges positifs avec l'administration du président américain Donald Trump».

CISJORDANIE OCCUPÉE :
UNE JOURNALISTE BLESÉE
À TULKAREM

En réaction à l'important flux humain des Palestiniens de Ghaza qui ont marché et marchent encore depuis lundi matin vers le nord de l'enclave, après le retrait partiel de l'axe «Netzarim», l'armée génocidaire sioniste a augmenté en cadence et en férocité ses attaques en Cisjordanie et à Al-Qods occupées.

A Al-Qods occupée, la police israélienne a perquisitionné la maison de Cheikh Raed Salah, chef du Mouvement islamique, à Umm al-Fahm. L'avocat du Cheikh Raed Salah a déclaré à Al Jazeera que les forces israéliennes ont pris d'assaut la maison du Cheikh pour perquisitionner et saisir les biens des «Comités de diffusion de la paix» (Peace Disclosure Committees).

La police a arrêté Cheikh Raed Salah, avant de le relâcher quelques heures plus tard, et a également convoqué des membres du Comité pour enquête.

Pour préparer le terrain à un processus politique
L'Algérie appelle à un cessez-le-feu
immédiat au Soudan

Le représentant de l'Algérie aux Nations unies, M. Toufik Koudri a appelé lundi à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel en vue de préparer le terrain à un processus politique véritable et ciblé au Soudan, soulignant qu'une solution durable au conflit dans ce pays passe par la fin des ingérences étrangères.

«Nous réitérons notre appel à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel pour préparer le terrain à un processus politique soudanais véritable et ciblé», a déclaré M. Koudri lors d'une réunion du Conseil de sécurité présidée par l'Algérie.

Lors de cette réunion consacrée à la situation au Soudan et au Soudan du Sud, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan a présenté son briefing semestriel sur les travaux de cette juridiction internationale liés au Darfour, M. Koudri a mis en garde sur le fait que «la région du Darfour, et plus largement le Soudan, sont actuellement confrontés à une escalade de la violence sans précédent dans plusieurs régions avec un risque accru d'expansion du conflit aux pays voisins».

Ainsi, et tout en saluant les mesures récemment prises par le gouvernement soudanais, il a indiqué que «l'accès humanitaire doit être davantage facilité et soutenu (et) la vie des femmes, des hommes, des filles et des enfants soudanais doit être protégée».

Par ailleurs, le diplomate a insisté sur le fait que «garantir la justice et l'obligation de rendre des comptes reste essentiel pour assurer une approche globale pour une résolution du conflit au Soudan».

A cet égard, il a souligné que «la complémentarité entre la justice transitionnelle, la reddition de comptes et les efforts de paix au Soudan, et en particulier au Darfour, sont nécessaires».

«Tous les efforts doivent être déployés pour revitaliser et renforcer les structures judiciaires nationales dans l'objectif de soutenir une appropriation nationale de ce processus», a-t-il insisté.

Ainsi, sur ce point, a-t-il poursuivi, «nous saluons l'adoption par le gouvernement soudanais du plan national de protection des civils au Soudan».

M. Koudri a notamment expliqué que «ce plan inclut comme l'un de ses principaux piliers, la primauté de l'Etat de droit et des droits de l'Homme».

Le représentant de l'Algérie a, en outre, souligné «qu'il est également important d'explorer tous les cadres disponibles pour définir les voies appropriées pour une justice transitionnelle inclusive et avec un leadership soudanais». A ce titre, il a fait savoir que «l'Union africaine, à travers ses différents organes, représente à cet égard un cadre important au sein duquel les réponses appropriées pourraient être identifiées».

M. Koudri a également indi-

qué que «les récents développements au Darfour et la dynamique du conflit soudanais doivent être dûment pris en considération».

«Le non-respect par les Forces de soutien rapide de la résolution 2736 du Conseil de sécurité en maintenant leur siège sur la ville d'El Fasher dans un mépris éhonté des résolutions de notre conseil constitue une grande source de préoccupation», a-t-il regretté.

Le diplomate a notamment mis en garde sur le fait que «les affrontements armés se poursuivent dans cette ville, qui abrite des centaines de milliers d'habitants, avec des conséquences insoutenables pour les civils et les installations civiles», relevant que «l'un des derniers hôpitaux en activité a été la cible d'une attaque de drones vendredi dernier qui a coûté la vie à 70 civils».

«Dans le même esprit, trouver une solution durable au conflit ne sera pas à la portée de la communauté internationale sans mettre fin aux ingérences étrangères au Soudan», a-t-il également prévenu, tout en réitérant l'appel de l'Algérie à «condamner publiquement et fermement ces ingérences».

A noter qu'auparavant, le Conseil de sécurité a adopté une déclaration présidentielle sur la consolidation et la pérennisation de la paix qui a été publiée comme document officiel aux membres du Conseil.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Des métiers
pénibles à cerner

Comment interpréter ce droit de bénéficier de cinq années avant l'âge légal de la re-

traite qui a été accordé aux enseignants par le nouveau cadre réglementaire régissant les fonctionnaires de l'Éducation dans l'article 12 du statut particulier ? Il s'agit d'une retraite anticipée cinq ans avant l'âge légal de départ à la retraite des enseignants, dont « les modalités d'application seront définies par un décret exécutif qui sera publié prochainement et entrera en vigueur cette année », selon les précisions publiées, lundi 27 janvier, dans un communiqué du ministère de l'Éducation nationale qui donne un ensemble de clarifications sur certaines interrogations relatives au contenu du statut particulier des fonctionnaires du secteur.

En parallèle, le directeur des retraites à la Caisse nationale des retraites (CNR) Abdelhafid Adrar avait soutenu, le 26 janvier, lors d'une intervention à la Radio nationale, que «la retraite anticipée existe toujours et qu'elle est en vigueur depuis 1994, mais uniquement pour certains cas». Certains cas auxquels s'ajoutent, désormais, le corps des enseignants.

Plus explicite, M. Abdelhafid Adrar a relevé qu'en fait, la retraite anticipée est un mode de protection des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire leurs emplois pour des raisons économiques.

Récemment, a-t-il souligné, la retraite anticipée, qui n'a rien à voir avec la retraite proportionnelle, abrogée, elle, depuis le 1^{er} janvier 2017, a été élargie au profit des salariés

des entreprises confisquées, dans le cadre de la lutte contre la corruption. Mais, à travers ces explications, on ne situe pas la case des enseignants, qui ne sont pas menacés par la perte involontaire de leur emploi pour des raisons économiques (bien au contraire, c'est l'une des fonctions les plus stables dans le monde du travail).

Où chercher alors l'explication de ce bénéfice de la retraite anticipée qui a été accordée aux enseignants ? En remontant quelques années en arrière, on retrouve cette ancienne revendication de départ à la retraite anticipée, portée par les syndicats du secteur de l'Éducation, la rattachant au dossier des métiers pénibles qui bénéficient de cette faveur.

Le système des retraites algérien prévoit des exceptions à la règle de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, touchant les femmes en premier lieu, qui peuvent prendre leur retraite à 55 ans sur simple demande, avec réduction d'une année par enfant élevé pendant au moins neuf ans (dans la limite de trois ans), ainsi que les travailleurs victimes d'un handicap total et définitif qui ne remplissent pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension d'invalidité dans le cadre de l'assurance sociale et les travailleurs exerçant des métiers particulièrement pénibles, dont la liste n'a pas été clairement établie...ou qui reste ouverte selon le rajout à cette catégorie de ce nouveau corps des enseignants qui bénéficie de l'un de ses nombreux effets, dont l'exposition de ces travailleurs exerçant des métiers pénibles aux risques de certaines maladies.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Pr. Samia Targhit, chef de service pneumologie au CHU «Mustapha Bacha»
La grippe et le Covid
sous surveillance

El-Houari Dilmi

L'Algérie fait-elle face à une épidémie de grippe saisonnière ? Pour le Professeur Samia Targhit, chef de service pneumologie au CHU «Mustapha Bacha» et présidente de la Société algérienne de pneumo-phtisiologie, «le pays vit actuellement une augmentation des cas de grippe, avec une recrudescence des consultations pour des cas d'infections respiratoires aiguës.

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le Pr Samia Targhit, a néanmoins tenu à rassurer que ces cas de grippe qui interviennent en période hivernale «ne sont pas tous sévères, même si des cas graves peuvent être diagnostiqués chez certaines catégories de la population, essentiellement chez les personnes dites fragiles comme les enfants de moins de 2 ans, les personnes âgées, les malades chroniques et tout sujet présentant une comorbidité», a-t-elle souligné.

Au sujet des cas grippe virulents dont se plaignent de nombreux citoyens, l'invitée de la Radio a expliqué «qu'il est vrai que beaucoup de fièvre, des douleurs musculaires et une asthénie importante sont constatées chez de nombreux sujets, parmi eux ceux qui ont gardé des séquelles d'une ancienne infection au Covid-19». «Un réseau sentinelle de surveillance de la grippe

durant la période automno-hivernale est mis en place depuis 2006, sous la coordination de l'Institut national de Santé publique et l'Institut Pasteur, avec la publication de rapports chaque fin d'année», a encore indiqué le Pr Samia Targhit, ajoutant que la surveillance a été étendue au Covid-19.

Depuis le début de cette année, on a enregistré 17% de cas de grippe contre 4% de Covid-19», a révélé l'hôte de la Radio, précisant que les mutations des virus respiratoires sont surveillées à l'échelle mondiale sous l'égide de l'OMS.

Au sujet de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière, le Pr Samia Targhit, a expliqué que c'est surtout les personnes à risque et les personnels de santé qui doivent être prémunis en premier, rappelant que les citoyens peuvent toujours se faire vacciner jusqu'à la fin de l'hiver.

La chef de service Pneumologie au CHU 'Mustapha Bacha', a également rappelé la nécessité d'observer des mesures de prévention comme le port du masque dans les endroits clos, le lavage des mains avec une solution hydro-alcoolique, et surtout la vaccination des personnes à risque. L'invitée de la Radio a, par ailleurs, mis en garde contre le recours excessif à l'antibiothérapie «qui n'est pas indiquée dans le traitement des infections virales», a-t-elle conclu.

Boughali
L'Algérie est souveraine
dans ses décisions

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a affirmé mardi que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, était souveraine dans ses décisions et libre de choisir le modèle économique adapté à ses caractéristiques et aux aspirations de son peuple. Dans une déclaration à la presse en marge de la présentation d'une application électronique pour la transmission des questions orales et écrites entre l'APN et le Gouvernement, M. Boughali a souligné, au sujet des campagnes dont l'Algérie fait l'objet, à l'instar de la résolution

du Parlement européen : "Nous sommes habitués à de telles campagnes, notamment de la part de l'extrême droite en France", ajoutant: "Nous sommes maîtres chez nous et c'est à nous de choisir le modèle économique le plus approprié, sur la base des principes gagnant-gagnant et d'égal à égal avec tous ceux qui souhaitent traiter avec l'Algérie à l'avenir". Il a précisé, à cet égard, que "le modèle qu'ils veulent nous imposer n'est pas celui qui convient le mieux mais il existe un modèle bien meilleur, d'autant plus que de nombreux opérateurs économiques souhaitent investir en Algérie".

Larbaoui reçoit
l'ambassadeur de l'Etat
du Qatar en Algérie

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, mardi, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, M. Abdulaziz Ali Al-Naama, indique un communiqué des services du Premier ministre.

L'audience s'est déroulée au Palais du Gouvernement, en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, précise le communiqué. Cette rencontre a été l'occasion d'examiner l'état des relations de coopération entre les deux pays, souligne la même source, ajoutant que ces relations connaissent une "importante dynamique" dans tous les domaines de coopération.

Les deux parties ont égale-

ment évoqué les perspectives de développement du partenariat économique bilatéral, notamment en ce qui concerne les projets d'investissement communs, soulignant "l'importance d'accélérer leur mise en œuvre et de réunir toutes les conditions nécessaires à leur concrétisation, dans le cadre d'une vision stratégique au service de leurs intérêts communs et permettant de valoriser leurs capacités considérables, conformément à la volonté politique commune qui anime les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani".

Traitements réservés aux Algériens aux aéroports de Paris
L'ambassadeur de France convoqué
au ministère des AE

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a convoqué l'ambassadeur de France en Algérie, pour lui signifier la "ferme protestation" du gouvernement algérien suite aux traitements "provocateurs" réservés à des ressortissants algériens au niveau des aéroports de Paris, indique mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

"L'Algérie relève avec une profon-

de préoccupation les témoignages concordants d'un certain nombre de ressortissants algériens sur des traitements provocateurs, dégradants et discriminatoires auxquels ils sont soumis par la Police aux Frontières au niveau des aéroports de Roissy Charles-De-Gaulle et d'Orly", lit-on dans le communiqué. Suite à la confirmation de la véracité de ces informations, M. Chaib a convoqué l'ambassadeur de France en Algérie, "pour lui signifier la ferme protestation du gouvernement algérien face à de tels agissements totalement inadmissibles", précise le texte. "Il a

également affirmé le rejet catégorique de l'Algérie de toute atteinte, de quelque manière que ce soit, à la dignité de ses citoyens, ou de les instrumentaliser à des fins de pression, de provocation ou de tentative d'intimidation à l'encontre de leur pays", ajoute-t-on de même source. "Le Secrétaire d'Etat a demandé à l'ambassadeur d'informer son gouvernement de la nécessité de prendre toutes les mesures indispensables, afin qu'il soit mis fin, sans délai, à ces agissements et pratiques inacceptables qui déshonorent le gouvernement français", conclut le texte.

Tebboune reçoit le président
du ouvement El Bina

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le président du Mouvement El-Bina, M. Abdelkader Bengrina, indique un

communiqué de la Présidence de la République.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M.

Boualem Boualem, et du Conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said.

Attaf reçoit un appel téléphonique
du secrétaire d'Etat américain

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mardi, un appel téléphonique du secrétaire d'Etat américain, M. Marco Rubio, indique un communiqué du ministère.

"A cette occasion, M. Attaf a réitéré ses félicitations à son homologue américain suite à sa nomination à la tête du Département

d'Etat américain. Les deux parties ont salué la dynamique positive que connaissent les relations algéro-américaines et sont convenues de joindre leurs efforts pour renforcer la coopération bilatérale dans les domaines prioritaires tels que la défense, l'énergie, l'agriculture et les sciences et technologies", lit-on dans le communiqué. Sur le plan du multilatéralisme international, les deux ministres ont "évoqué les dévelop-

pements de la situation au Moyen-Orient, soulignant leur engagement à poursuivre la coordination au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, en vue de consolider et de pérenniser l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, mais aussi à accompagner les frères en Syrie et au Liban pour réaliser la sécurité et la stabilité et préserver leur souveraineté et leur unité nationale", selon la même source.



Sid Lakhdar Boumediène

Discours binaire,
discours d'enfant ?

Il y a quelques jours j'avais écouté les paroles d'un invité sur un plateau d'une chaîne d'information en continu. Comme les connaissances apprises ont cette particularité d'être répétées, c'est leur raison d'être, j'avais l'impression d'assister à mon très ancien cours d'histoire des idées politiques. Bien que cela soit annexe et marginal dans ce cours, quelques éléments constitutifs des discours politiques ont été étudiés. L'intervention de l'invité sur le plateau concernait le discours de Donald Trump lors de son intronisation.

Un discours politique à destination d'une foule doit impérativement être simple, dans son contenu comme dans ses mots. La raison est assez logique, il faut s'adresser à des publics très variés dont le rapport à la compréhension d'un exposé oral n'est pas identique. D'autant que le discours adressé aux foules n'a absolument pas le même objectif que celui prononcé devant un public plus restreint que la complexité n'effraie pas si elle est utile aux arguments qui se veulent précis et convaincants. Les foules sont présentes pour être entraînées, galvanisées et soulevées par un discours qui veut les rassurer et les convaincre de la force du personnage politique à affronter les difficultés, combattre les opposants et faire face aux fléaux qui s'abattent sur un peuple qui attend son guide, son sauveur. En fait, en légère précision de ce qui a été affirmé précédemment, si le même principe s'applique aux publics plus confidentiels, il s'exprime dans des gradations plus adaptées. S'il peut être déclamatoire avec des tonalités et une gestuelle enflammées, il reste dans une marge convenue. C'est le cas d'un discours au parlement, dans des institutions importantes ou lors d'une rencontre internationale.

Pour revenir au discours destiné aux foules, à la simplicité il faut ajouter la répétition. Il faut marteler les points forts dans tous les discours, dans une fréquence qui peut être journalière lors des campagnes électorales. L'un des messages martelés avec plus de force que les autres est celui du slogan de campagne, une idée simple à retenir en quelques mots. Ce slogan peut être également celui exprimé spontanément dans un discours et retenu car les médias l'ont capté et en fond une base de leurs résumés et comptes rendus. Le martellement doit être accompagné par une tonalité et une gestuelle identiques à chaque intervention de-

vant les foules. Il faut qu'elles deviennent la marque de la personnalité politique qui s'exprime. Cela peut être une marque vestimentaire, couleur, forme, ou même une coiffure. Tout cela forme

un tout qui identifie l'homme politique.

On apprend également, ce qui est facilement observable, que les champions de l'exercice sont les populistes qui ont toujours existé dans l'histoire mais qui reviennent avec force dans notre monde contemporain. Haranguer la foule, la prendre pour témoin en désignant l'intelligentsia comme responsable de tous les maux et demander au peuple de l'aider dans son combat pour en être le sauveur, c'est la parfaite définition du populisme. Simplicité, répétition, slogans courts et percutants, tonalité et stature, ils en sont les champions. Et nous voilà dans le cœur de notre réflexion, ce discours populiste aux foules est identique aux comportements des enfants à vouloir exprimer avec force leur demande, leurs arguments ou leurs sentiments, joie ou colère. C'est aussi, même si nous sortons là également, comme pour les enfants, du cas des populistes, le discours simpliste et répétitif des élèves et étudiants qui n'arrivent pas à aller au-delà des affirmations répétées dix fois dans une copie ou lors d'un exposé oral.

L'empereur de ce discours populiste à destination des foules est bien Donald Trump. Martèlement des slogans, extrême simplicité des prises de position jusqu'aux men-songes, vocabulaire limité à un élève de sixième. Et dans la simplification, il y a un mode très distinctif, le langage binaire. Pour Donald Trump, le discours binaire, identique à celui d'un collégien, est frappant.

De là à affirmer qu'il a un niveau cognitif très bas, le pas n'est pas grand à faire, d'ailleurs beaucoup de ses compatriotes le disent. Ils sont nos amis ou nos ennemis, nos partenaires ou nos concurrents, notre chance ou notre danger, je suis content ou en colère, mes collaborateurs sont fidèles ou infidèles. Jusqu'au langage binaire enfantin très surprenant «it's a good guy ou it's a bad guy». On a même entendu au lendemain de l'investiture «L'Europe n'est pas gentille avec nous». Tous les discours des hommes politiques aux foules ont par nature cette tendance à se rapprocher de cette tentation, nous en avons expliqué les raisons. Sauf que s'ils restent juste une tentation de facilité, ils sont dans des cas clownesques comme celui de Donald Trump, tout autant très dangereux.

Statut particulier et régimes indemnitaires des professionnels de la Santé

Les augmentations perçues en mars au plus tard

M. Aziza

Le ministère de la Santé a donné des instructions aux directeurs de wilayas, aux directeurs des institutions publiques et aux instituts de formation et écoles affiliés au secteur, de prendre les mesures nécessaires, pour l'application effective du statut particulier et des régimes indemnitaires des corps médical et paramédical. Et ce, en prenant en compte les décisions collectives de réintégration des fonctionnaires concernées, selon chaque grade et corps. Le département de Abdelhak Saihi a ainsi donné des directives pour prendre les mesures nécessaires afin d'assurer un règlement financier résultant des augmentations de salaires et des régimes indemnitaires des fonctionnaires au plus tard en mars. C'est ce qui a été rapporté, hier, par la chaîne Ennahar-TV- ainsi que d'autres médias. Bien que ces décisions aient l'air d'être à la faveur des fonctionnaires de la Santé, force est de constater que le malaise et le mécontentement demeurent

intacts chez les professionnels de la Santé, de plusieurs corps du secteur. Ces derniers ont estimé que la réponse à leurs préoccupations majeures était « décevante et ne répondait pas à leurs aspirations ». En mettant l'accent sur le fait qu'elle a été totalement contradictoire avec les recommandations du président de la République.

L'intersyndicale réunissant des Syndicats de la Santé publique, à savoir le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le Syndicat national des psychologues (SNAP-SY), le Syndicat national des Paramédicaux (SAP), le Syndicat autonome des Biologistes de la santé publique (SABSP), et le Syndicat national autonome des Auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation de la santé publique (SNAAMARSP), a appelé à l'ouverture du dialogue autour des deux textes promulgués. Et ce, tout en sollicitant l'intervention urgente du président de la République. Dans un communiqué rendu public, avant-hier, à l'issue de la tenue d'une conférence de presse, au niveau du siège du SAP à

Alger, l'alliance syndicale s'est dite déterminée à défendre ses revendications. Exigeant une réponse immédiate aux propositions aux statut particulier et régimes indemnitaires présentées par les syndicats, qui n'ont pas été retenues. Et d'appeler à assurer leur application rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2024, insistant sur la nécessité de faire sortir le secteur de la santé de la fonction publique. Ils ont par ailleurs revendiqué le versement des tranches restantes de la prime exceptionnelle Covid-19 de l'année, octroyée aux professionnels de la santé. Tout en affirmant qu'ils sont toujours ouverts au dialogue, les Syndicats cités ont annoncé la tenue d'une grève nationale les 17 et 18 février prochains, tout en assurant le service minimum conformément à ce qui est prévu par la loi. L'intersyndicale de la santé a exprimé sa pleine solidarité avec les corps communs, administrateurs et professionnels de la santé publique, et soulignent la nécessité d'ouvrir le dossier de la révision de tous les statuts particuliers, sans exception.

Algérie-Russie

Réunion jeudi de la Commission intergouvernementale de coopération

Les travaux de la réunion d'experts préparatoire de la 12e session de la Commission intergouvernementale mixte algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique, prévue jeudi prochain, sous la coprésidence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, et du vice-Premier ministre russe, M. Dmitry Patrushev, ont débuté mardi à Alger.

L'ouverture de cette réunion préparatoire a été coprésidée par le directeur général Europe au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Toufik Djouama, et le directeur du Département du développement de la coopération bilatérale au ministère du Développement économique de la Fédération de Russie, M. Pavel Kalmychek, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Russie, M. Boumédiène Guennad, du chargé d'affaires à l'ambassade de Russie, M. Alexey Kotcheshkov, ainsi que de cadres et d'experts représentant divers départements ministériels, organismes et entreprises des deux parties. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux, M. Djouama a indiqué que cette session s'inscrivait dans le cadre du «renforcement du dialogue et de la concertation de haut niveau entre les deux pays, de la consolidation du cadre de coopération

bilatérale et du raffermissement des liens entre les entreprises algériennes et russes». L'organisation de cette rencontre intervient dans «un contexte bilatéral très positif caractérisé par une dynamique ascendante dans les relations bilatérales, à travers les mesures importantes prises ces dernières années par l'Algérie et la Russie, grâce à notre engagement commun à raffermir nos relations bilatérales prometteuses, sous la conduite des Présidents Abdelmadjid Tebboune et Vladimir Poutine», a-t-il souligné. Cette session représente une «nouvelle opportunité pour consolider les fondements de la coopération bilatérale et approfondir la coopération économique et technique dans plusieurs domaines d'intérêt commun», a ajouté M. Djouama. Il a, par là même, rappelé la Déclaration de partenariat stratégique approfondi signée par les présidents des deux pays, lors de la visite officielle effectuée, en juin 2023 en Russie, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, laquelle, a-t-il dit, a «insufflé un nouvel élan aux relations bilatérales, leur conférant une dimension stratégique plus profonde». Partant de cette volonté ancrée d'établir un partenariat mutuellement bénéfique, M. Djouama a invité les entreprises russes à investir en Algérie et à tirer parti des opportunités qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, ainsi que des mesures incitatives prises par les

autorités afin d'encourager les investissements étrangers directs, soulignant que l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine fait du pays «une porte d'entrée idéale pour le marché africain».

De son côté, le directeur du Département du développement de la coopération bilatérale au ministère russe du Développement économique, M. Pavel Kalmychek, a réaffirmé la volonté de son pays «d'approfondir la coopération bilatérale et d'étendre les domaines de partenariat avec l'Algérie à plusieurs secteurs économiques, scientifiques et culturels», rappelant que «l'Algérie est l'un des principaux partenaires de la Russie et un pays important en Afrique». Il a également fait état d'«importantes opportunités pour élargir le dialogue et la coopération avec l'Algérie», mettant en avant «l'intérêt que portent les entreprises russes à l'investissement en Algérie et à la signature d'autres accords dans plusieurs domaines économiques afin d'augmenter le volume des échanges entre les deux pays».

Le responsable russe a en outre souligné l'importance de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre les universités russes et algériennes, précisant que son pays était disposé à étendre cette coopération à travers des accords entre les universités pour accueillir des étudiants et des chercheurs.

Commerce inter-africain

Les opérateurs économiques doivent profiter des avantages de la ZLECAF

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Mohamed Boukhari a appelé, mardi à Alger, les opérateurs économiques à investir le marché africain et à profiter des avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), soulignant que l'Algérie a des capacités qui lui permettent d'être un acteur efficace dans le commerce inter-régional en Afrique.

S'exprimant lors d'une journée d'information sur «Opportunités et facilitations d'exportation vers le marché africain», organisée par le ministère au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), M. Boukhari a appelé l'ensemble des opérateurs économiques à tirer profit des avantages offerts par la ZLECAF, notamment en ce qui concerne la réduction ou la suppression des droits de douane, rappelant que

«97% de ces droits seront supprimés d'ici 2030». Consciente de l'importance de sa dimension africaine, l'Algérie compte parmi les pays fondateurs de la ZLECAF, depuis les négociations jusqu'à la signature de l'accord portant création de la Zone et son approbation par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en 2021, précisant que la mise en œuvre complète de cet accord aura un «impact positif sur le volume du commerce intra-africain». Le ministre a souligné que l'Algérie dispose de nombreux atouts pour «jouer un rôle efficace dans le commerce intra-africain, notamment sa position géographique privilégiée qui en fait une porte d'accès au continent, ainsi que d'autres avantages découlant de «la politique judicieuse et perspicace du président de la République». De son côté, le directeur général du commerce exté-

rieur par intérim au ministère, M. Samir Deradji a appelé les opérateurs économiques à saisir toutes les opportunités commerciales et d'investissement au niveau continental et à tirer profit des différents avantages accordés par l'Etat.

Rappelant les résultats positifs accomplis par le pays dans «un délai record» à la faveur de la politique de relance économique adoptée par les hautes autorités, M. Deradji a appelé à davantage d'efforts pour que l'Algérie accède à la place qui lui sied aux plans continental et international. Ont pris part à cette journée d'information, le directeur général des douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouch, des représentants de différents départements ministériels, d'organisations patronales, d'associations professionnelles, ainsi que des opérateurs économiques activant dans divers domaines.

Communauté nationale établie à l'étranger

Des «cellules de crise» mises en place dans certains pays

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a fait savoir, lundi à Alger, que l'Etat avait procédé à la mise en place de «cellules de crise» pour suivre de près l'évolution de la situation sécuritaire dans certains pays confrontés à des crises qui pourraient avoir des conséquences sur les membres de la communauté nationale établie à l'étranger.

Présentant un exposé devant la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté nationale à l'étranger à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Chaib a évoqué les principaux axes qu'il commence déjà à concrétiser depuis sa nomination à la tête du secrétariat d'Etat, suivant un plan d'action global et intégral à même d'assurer une prise en charge optimale des préoccupations et des aspirations de la communauté nationale établie à l'étranger, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tête desquelles «la mise en place de cellules de crise pour suivre de près l'évolution de la situation sécuritaire dans les pays connaissant des crises qui pourraient avoir des répercussions sur les membres de la communauté».

Il a également abordé les différentes visites qu'il a effectuées à l'étranger et les rencontres qu'il a eues avec les membres de la communauté nationale, notamment en Italie et en Egypte, en sus des instructions strictes qu'il a données lors des rencontres tenues avec les chefs des missions diplomatiques et postes consulaires «pour une mise en œuvre effective de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en accordant toute l'importance à écouter nos concitoyens, à travers l'intensification des activités de proximité et de dialogue, notamment avec les jeunes, afin de renforcer les liens de communication et de confiance ainsi que le sentiment d'appartenance à leur patrie».

A cet égard, M. Chaib a mis en avant son attachement à encou-

rager l'esprit d'initiative et à formuler des propositions concrètes pour moderniser et simplifier les procédures de gestion consulaire, tout en accélérant l'organisation de notre communauté à travers son accompagnement dans la création de cadres organisationnels efficaces, à même de renforcer sa cohésion. Au volet économique, M. Chaib a souligné l'importance «d'encourager les opérateurs économiques parmi les membres de la communauté à profiter des opportunités d'investissement disponibles en Algérie et à faire connaître, par tous les moyens, les avantages et facilitations offerts par la loi sur l'investissement», rappelant l'appel lancé par le président de la République en ce sens à la communauté nationale à l'étranger, lors de son discours à la nation le 29 décembre 2024. De son côté, le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté nationale à l'étranger à l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Khouane, a indiqué que la réunion visait à mettre en avant les différentes mesures ministérielles mises en place en faveur des ressortissants algériens à l'étranger, mais aussi à promouvoir leur contribution à la réalisation des objectifs nationaux et internationaux, ajoutant que cette réunion a permis de s'enquérir des différentes initiatives visant à améliorer la qualité des services consulaires. M. Khouane a précisé que la rencontre constituait une occasion pour faire le point sur la mise en œuvre de ces initiatives et décisions prises par le Gouvernement algérien au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger, citant notamment les quotas consacrés dans le cadre du programme de Logement promotionnel public (LPP) pour la communauté, la décision du président de la République d'élargir le système national de retraite aux ressortissants algériens résidant à l'étranger, qu'ils soient salariés ou non, et la réduction des prix du transport aérien ou maritime, ainsi que les mesures visant à impliquer la communauté au développement économique.

Préparation de la saison estivale

Les walis appelés à «corriger les lacunes»

La Commission nationale de préparation de la saison estivale 2025 a été installée lors d'une réunion présidée par le chargé de la gestion du Secrétariat général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Charaf Eddine Boudiaf, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Tenue lundi par vidéoconférence en présence des walis des quatorze wilayas côtières, la réunion a permis d'"établir le programme des préparatifs en prévision de la saison estivale 2025", et ce, dans le cadre des "efforts des pouvoirs publics visant à réunir toutes les conditions à même de garantir le bien-être et le confort des estivants", précise le communiqué. A cette occasion, "le bilan de la saison estivale 2024 a été présenté, ainsi que des propositions pour pallier les insuffisances enregistrées et garantir le bon déroulement de la saison estivale 2025", ajoute la même sour-

ce. Lors de la rencontre, l'accent a été mis sur "l'importance de la participation des secteurs concernés aux préparatifs de la saison estivale". Les walis des wilayas côtières ont été invités à prendre les dispositions nécessaires pour entamer les préparatifs sur le terrain, à travers l'activation des comités locaux, en veillant à "corriger les lacunes relevées la saison dernière", notamment en matière d'aménagement des plages pour améliorer la qualité des services fournis aux estivants et garantir l'accès gratuit aux plages. La Commission nationale de préparation de la saison estivale 2025 est composée de représentants de 19 départements ministériels concernés par la gestion du dossier de la saison estivale, du Service national des garde-côtes, des corps de sécurité (Gendarmerie nationale et Sûreté nationale), de la Direction générale de la Protection civile et de la Direction générale des Douanes, note le communiqué.

Les collectivités locales algériennes, entre textes et réalité

Par Boudina Rachid

Suite et fin

D'ailleurs, si la wilaya, organe décentralisé, pouvait avoir ses propres fonctionnaires, la loi wilaya n'aurait pas eu besoin de prévoir en son article 68, que « le président de l'Assemblée populaire de wilaya dispose, de manière permanente, d'un cabinet.

Ce cabinet est composé de fonctionnaires choisis par le président de l'Assemblée parmi les fonctionnaires des secteurs relevant de la wilaya ». Ces dispositions entraînent une sorte de confusion avec les stipulations des articles 129 et 130 de la même loi, relatifs au recrutement des fonctionnaires sur le budget de la wilaya, à moins que la loi ait fait exprès de prévoir que le président de l'Assemblée puisse choisir directement ses collaborateurs pour garnir à sa convenance son cabinet, sans passer par les procédures légales et réglementaires qui régissent le recrutement.

7) organiser et formaliser la coopération entre le wali et le président de l'Assemblée populaire de wilaya

Ces deux responsables devront jouer des rôles distincts mais complémentaires dans l'administration de la wilaya. Leurs relations devront être marquées par une coopération institutionnelle, même si leurs champs de compétences divergent.

Leurs domaines de coopération seront aussi nombreux que variés. Ils embrasseront en particulier les domaines essentiels suivants : coordination pour l'élaboration des schémas d'aménagement de la wilaya, gestion des crises, développement économique, projets de transport d'intérêt national, prévention des risques, politiques sociales, aides aux entreprises et autres. Cela dit, leur intervention ne sera pas guidée et orientée vers les mêmes objectifs : le wali pense doit agir d'abord comme le représentant de l'Etat, garantissant la mise en œuvre des politiques nationales, tandis que le président de l'Assemblée de wilaya devra représenter les intérêts locaux et tendra ainsi à privilégier des politiques qui intéressent d'abord le niveau wilaya. Ne nous trompons pas pour autant, il n'y a pas de contradiction.

En fait et par leur action, ces deux responsables seront appelés à concilier les enjeux locaux et nationaux dans l'optique d'une gestion harmonieuse de la wilaya. Vous aurez compris que cette démarche s'écrit au conditionnel.

Juste un petit message à l'adresse d'un chroniqueur qui semble être féru des coulisses de la sphère administrative locale : Le wali ne peut pas et ne sera pas un manager, comme il l'a ardemment suggéré et espéré. Ce disant, notre chroniqueur oublie, sinon zappe, complètement les élus locaux, alors même que la Constitution leur reconnaît un rôle éminent à travers son article 18 par lequel elle affirme que, « les rapports entre l'Etat et les collectivités locales sont fondés sur les principes de décentralisation et de déconcentration ». D'autre part et depuis la création de ce corps, l'autorité politique a toujours donné comme mission prioritaire au wali de veiller à l'application des lois, de représenter les intérêts na-

tionaux et de coordonner les services déconcentrés de l'Etat.

Comme autre priorité, le wali a une mission intrinsèque de contrôle administratif sur les actes des communes pour s'assurer de leur légalité. Aussi, on peut dire que lorsque le wali répond à ces exigences il est déjà manager. Il n'y a plus d'homme providentiel qui gère tout et qui dirige tout à lui seul. Le management, c'est davantage l'affaire d'une équipe. La vision du chef qui donne des ordres à appliquer sans discussion possible est révolue. Ce qui peut distinguer les walis sur le terrain, c'est que certains d'entre eux acquièrent une intelligence émotionnelle qui leur permet d'organiser leurs actions et d'autres pas ou très peu.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ENTRE CONFORMISME ET TRANSCENDANCE

1-la commune, de la gestion au jour le jour à la gouvernance

A vrai dire, il est très prématuré, si ce n'est de la provocation, d'évoquer la notion de gouvernance au sein de la commune. Dans la situation présente, on observe plutôt que la commune algérienne est en manque d'une gestion qui répond aux prérequis d'une norme minimaliste. Cette norme, aussi modeste qu'elle doit être, exige déjà que la commune soit en mesure de fournir les services essentiels à la population (garantir le bon fonctionnement des services publics, bien entretenir les routes et les pistes communales, de veiller à la permanence de l'éclairage public, procéder régulièrement au ramassage des ordures ménagères, entretenir les écoles primaires et des cantines, collaborer aux plans de prévention, mettre à jour le plan de transport et de circulation, etc.). Tout cela doit se faire en minimisant les coûts, sans trop peser sur ces ressources et de mettre en œuvre les processus administratifs adéquats. Sur un plan purement administratif, la norme serait de maîtriser la législation qui régit les différents procédés techniques et administratifs, comme la législation relative aux marchés publics et à l'adjudication, de recouvrer en temps et en heures les recettes qui sont dues à la commune, de bien hiérarchiser ses dépenses, de préparer le budget communal dans les temps et de l'exécuter selon les règles comptables et budgétaires, de savoir organiser ses recrutements, de contrôler et de suivre la mise en œuvre des instruments d'urbanisme et autres activités pas moins importantes et utiles.

Certes, les communes à faible revenu pourront toujours se prévaloir de cet argument, qui peut être réel et justifié, mais c'est justement parce que ces communes manquent de moyens, qu'elles doivent se sublimer pour se donner les moyens de faire mieux. C'est aussi et sûrement le rôle de la wilaya d'animer, d'accompagner et de former les élus et les personnels communaux et de récompenser celles des communes qui font l'effort de s'améliorer, particulièrement celles qui cherchent à numériser les actes et les procédures administratives.

La gouvernance locale doit être mise en œuvre aux différents ni-



veaux et échelons institutionnels. Elle exige l'adhésion et la participation d'une série d'acteurs, du public au privé et jusqu'au mouvement associatif.

Il est certain qu'il serait déraisonnable de vouloir plagier la gouvernance d'entreprise, sinon c'est perdu d'avance. D'ailleurs, la gouvernance n'est pas l'affaire de la commune toute seule, ni même de la wilaya avec tous les services déconcentrés qui sont à sa disposition.

Il faut savoir aussi, que gestion et gouvernance ne sont pas antinomiques et n'ont pas vocation à se concurrencer. Bien au contraire, il s'agit de deux concepts qui se complètent et qui travaillent en interaction.

La gouvernance en générale, ou la gouvernance locale, sans trop ergoter, a surtout pour objectif, d'agir dans la transparence, que les décideurs doivent rendre des comptes de leurs actions et de leurs résultats. Il faut aussi, que les parties prenantes soient associées aux processus décisionnels, que les décideurs doivent agir avec honnêteté, éthique et professionnalisme et que les processus de gouvernance doivent s'adapter aux changements et les situations imprévues.

Transposée niveau des institutions publiques et plus précisément à hauteur de la commune, la gouvernance désignerait « un ensemble de décisions, de règles et de pratiques qui passent par un mode de gestion politique, sociale et économique locale qui s'appuie sur la mobilisation des ressources humaines, sur la capacité à réguler un territoire dans le cadre d'un système partenarial avec des acteurs multiples ». Trop beau, trop fort pour la commune qui se débats avec son quotidien avec plus ou moins de réussite.

Il ne faut pas perdre espoir et commencer par le commencement, qui serait de mettre à jour un mode d'emploi à l'usage des communes et des wilayas, étant entendu que la priorité serait d'avoir recours à une gouvernance qui saurait organiser les relations entre les communes, les wilayas et l'Etat. In fine, la gouvernance locale devrait viser à impliquer les citoyens et les partenaires agissants dans le développement de la commune, qui serait sus-

ceptible d'infuser un développement au niveau de tout un territoire. Pour la commune, l'heure n'est plus d'attendre et d'espérer les subventions de l'Etat, il s'agit de trouver les solutions pour faire fructifier le son patrimoine communal, et mieux encore de s'impliquer dans l'activité économique. Cette démarche, entraînera avec certitude les investisseurs et autres promoteurs qui voudraient s'engager, seuls ou en partenariat, avec la commune dans des projets dits gagnant-gagnant. Avec cette approche innovante, la commune pourra participer ou s'associer à des projets de création de zones industrielles ou d'activité et de dépôt, en attendant que l'autorité politique décide de déculpabiliser les aides directes en subventionnant les organismes publics et privés pour stimuler la création d'emploi ou pour apporter un gain à l'économie locale.

Il suffirait parfois d'assister, même d'accompagner, ces investisseurs auprès des services publics locaux, qui pour un problème d'électricité ou de gaz, qui pour un problème d'eau potable ou de branchement au réseau d'assainissement, qui pour un raccordement au réseau téléphonique et autres.

L'étonnant, c'est que dans certains pays, les institutions locales, qu'importe leur dénomination, arrivent, sans fonctionnaires, ni dotation de l'Etat, ni fiscalité locale, à créer de la richesse et à faire face aux besoins de leur population. Vous me diriez avec raison que c'est l'exception qui vérifie la règle.

LA WILAYA ENTRE LE SURPLACE OU LE DÉCOLLAGE

En l'état de la loi en vigueur où elle est confinée, la wilaya n'est même pas armée, ne serait-ce que pour se projeter dans le futur, donc il serait superflu de lui affecter le moindre rôle dans la gouvernance locale.

Même si de prime abord, la loi lui confie toute une palette de compétences, il ne faut pas se leurrer, ça reste une coquille vide.

C'est bien le wali qui concentre et exerce le pouvoir local. A ce sujet, les dispositions suivantes sont très significatives : article 105 de la

loi wilaya « le wali représente la wilaya dans tous les actes de la vie civile et administrative (...), article 106 « le wali représente la wilaya en justice et article 107, « le wali élabore le budget de la wilaya et en assure l'exécution après son adoption par l'Assemblée populaire de wilaya. Il en est l'ordonnateur ». Il existe quand même quelque chose de surprenant relativement au statut du wali qui échappe aux juristes et spécialistes les plus avertis. Si on lit l'article 54, alinéa 1^{er} de la loi relative à la wilaya, celui-ci dispose « (...) les délibérations de l'Assemblée populaire de wilaya sont exécutoires de plein droit vingt et un (21) jours après leur dépôt à la wilaya (...) ». Mis en rapport avec les articles 105 et 106, déjà cités, de la loi wilaya, on se trouve en effet en conflit de situation, en sorte que c'est le wali qui exécute les délibérations de l'Assemblée de wilaya et que c'est encore le wali qui décide ou non de déférer une délibération suspecte de non-conformité à la loi devant le juge administratif, alors qu'il peut très bien arriver à ses fins, sans même en référer audit juge, il aura juste à refuser d'exécuter la délibération dont il supposera qu'elle contrevient aux lois et règlements. Avec ça, il est carrément juge et partie.

Conclusion

Il faut croire que s'il faut vraiment vouloir réformer le « code wilaya » et à un degré moindre celui de la commune, il faut le faire pour de vrai et jusqu'au bout, quitte à bouleverser à déplaire à toutes ces personnes bien pensantes, qui ont peur de perdre au change.

C'est sûr que d'un point de vue purement technique, il n'y a pas photo, la déconcentration l'emporte de loin sur la décentralisation. Mais, on peut avoir une position plus nuancée. C'est l'avis du doyen Hauriou qui déclare à ce sujet : « (...) s'il ne s'agissait que du point de vue administratif, la déconcentration assurerait au pays une administration plus habile, plus impartiale, plus intègre et plus économe que la décentralisation.

Mais les pays modernes n'ont pas besoin seulement d'une bonne administration, ils ont aussi besoin de liberté politique ».

Bordj Bou Arreridj L'eau de Mahouane à la rescousse

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a indiqué lundi au cours d'une visite de travail à Bordj Bou Arreridj, que le barrage d'Ain Zada sera connecté à celui de Mahouane (Sétif) «avant le mois de Ramadhan, dans le cadre des grands transferts hydrauliques».

Cette mesure qu'il a qualifiée «d'exceptionnelle» vise à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, par le transfert d'un volume important d'eau, estimé à 60.000 m3/jour, permettant ainsi aux populations de la wilaya, notamment au chef-lieu, de bénéficier d'un certain «confort» en matière d'AEP durant le mois sacré, a ajouté le ministre dans une déclaration à la presse.

Il a également souligné que les projets réalisés dans le cadre du programme d'urgence décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour atténuer l'impact du faible niveau des eaux souterraines sur le programme de distribution, ont permis d'améliorer l'AEP dans certaines communes.

M. Derbal a néanmoins indiqué que la solution «définitive et durable» aux perturbations de l'AEP dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj «réside dans les projets de dessalement d'eau de mer, conformément à la stratégie prospective du président de

la République». Il a ajouté que la stratégie de son secteur ministériel sera dorénavant fondée sur une vision à long terme pour la période 2030-2040 à travers la diversification des ressources (eaux souterraines, dessalement de l'eau de mer et grands transferts), soulignant que le secteur de l'hydraulique ne sera pas un obstacle au développement mais contribuera, en revanche, à répondre aux besoins des secteurs de l'industrie et de l'agriculture tout en garantissant la sécurité hydrique aux citoyens.

Le ministre de l'Hydraulique a également ajouté que l'entrée en service, dans la wilaya, des stations d'épuration des eaux usées permettra d'exploiter de nouveaux périmètres agricoles qui seront consacrés aux produits de la terre stratégiques, tels que les légumes, notamment dans les communes de Ras El Oued et d'Ain Taghrout.

Le ministre avait écouté, à l'entame de sa visite un exposé exhaustif sur le secteur de l'hydraulique à Bordj Bou Arreridj, présenté par le wali, Kamel Nouicer, qui a affirmé

que le volume des investissements publics dans le secteur, au niveau local, s'élève à 3,385 milliards de dinars, dont

3,235 milliards au titre du programme d'urgence pour 2024, en plus des nouveaux investissements consentis en 2025 pour un montant de 4,350 milliards de dinars pour la réalisation de quatre opérations, dont le renouvellement des réseaux de distribution dans 15 communes

M. Taha Derbal a supervisé, au cours de sa visite de travail, la mise en service d'une station de pompage à Sidi Idir (commune d'El Main), inauguré un réservoir de 6.000 m3 à Bordj Zemmoura, inspecté un projet de station d'épuration, lancé les travaux d'aménagement d'un périmètre irrigué de 120

hectares, supervisé la mise en service d'une station de traitement et de purification des eaux à l'ozone, dans la commune d'Ain Taghrout, avant de s'enquérir de l'avancement de 3 stations d'épuration à Bordj Bou Arreridj, Tixter et Ras El Oued, et d'un périmètre irrigué de 150 hectares au chef-lieu de wilaya.

Souk Ahras

Ligne minière ferroviaire : Rekhroukh appelle à renforcer les chantiers

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a présidé lundi le lancement du tronçon intermédiaire du projet de la ligne minière ferroviaire Est entre Bouchegouf dans la wilaya de Guelma et Oued Kebrit dans la wilaya de Souk Ahras sur 151 km.

Lors de sa visite de travail dans la wilaya de Souk Ahras, accompagné de Mme Karima Tafer, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, M. Rekhroukh a affirmé la nécessité de

coordonner en continu entre les entreprises de réalisation, de renforcer les chantiers en moyens humains et matériels et de respecter les délais de réalisation.

M. Rekhroukh a présidé également le lancement des travaux du projet de dédoublement de la RN 16 entre Mechrouha et Souk Ahras sur 17 km, exhortant les entreprises de réalisation à renforcer leurs chantiers pour livrer le projet dans les délais fixés. Le projet portant sur une distance totale de 42 km permettra à terme de relier les deux wilayas de

Guelma et de Souk Ahras et de rejoindre l'autoroute Est-ouest, selon les explications données à l'occasion. M. Rekhroukh accompagnée de Mme Tafer a effectué une visite de travail dans les wilayas d'El Tarf et de Souk Ahras où il a inspecté plusieurs projets relevant de son secteur dont celui de modernisation et de dédoublement de la voie ferroviaire minière Est d'Annaba à Ouled El Hedba (Tébessa) sur 422 km dans le cadre du grand projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate.

Constantine

Simulation d'un séisme à El Khroub

Les services de la Protection civile de la wilaya de Constantine ont exécuté lundi une manœuvre simulant un séisme avec un épicentre à 7 km au Sud-ouest de la commune d'El Khroub.

Cette manœuvre qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan ORSEC 2024 vise à tester la disponibilité sur les plans matériel et humain de la Protection civile et des autres partenaires constituant le plan ORSEC et le niveau de leur coordination pour assurer une réaction rapide et efficace dans la gestion des crises et la protection des vies et des biens, a indiqué à l'APS le responsable de la cellule de communica-

tion à la direction locale de la Protection civile.

Supervisée par le wali, Abdelkhalik Sayouda, la manœuvre a associé plusieurs directions locales dont celles des travaux publics, de la santé, de l'énergie et des forêts, les corps de sécurité et les éléments de l'armée nationale populaire.

Le scénario de la manœuvre simule un séisme ayant causé des dégâts à l'unité de voisinage n° 4 à la circonscription administrative Ali Mendjeli, à la cité Massinissa sur la RN-03 et à la cité des Moudjahidine d'El Meridj, selon la même source.

Après avoir reçu un communiqué du Centre de recherche en astrono-

mie astrophysique et géophysique et des informations relatives à des dégâts matériels et humains, le plan ORSEC a été enclenché par l'intervention des unités et équipes spécialisées pour secourir les victimes et évacuer les sites endommagés, a-t-on indiqué.

Un centre de commandement opérationnel a été ainsi installé à la circonscription administrative Ali Mendjeli qui a pris en charge l'organisation des secours d'urgence en plus d'une base pour l'approvisionnement des différents intervenants.

La manœuvre a permis de tester de nouveaux équipements et techniques modernes conformément à la stratégie et au plan de prise en charge des sinistrés et à la hiérarchie des priorités fixées outre la définition des besoins des intervenants, selon la même source.

Ain Defla

Les assurances du ministre du Travail

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a assuré, lundi à Ain Defla, que les indicateurs «positifs» du secteur de l'emploi durant l'année 2024 sont une confirmation de la dynamique économique en cours en Algérie.

Les indicateurs «positifs» en matière de demandes, d'offres d'emploi et de placements enregistrés en 2024, à l'échelle nationale, sont «des indices témoignant de la dynamique économique en Algérie, qui est actuellement à un stade de relance économique», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail à Ain Defla.

M. Bentaleb a ajouté que ces indicateurs sont «une confirmation que l'Algérie est sur la bonne voie pour construire une économie forte, une économie garante de l'autosuffisance et de l'autonomie».

Selon le ministre, le secteur de l'emploi a enregistré une baisse de 9% dans les demandes d'emploi en 2024, com-

parativement à 2023, soit 2.762.500 de demandes d'emploi enregistrées en 2024 contre 3.021.142 demandes l'année d'avant.

La même période (2024) a, également, vu l'enregistrement d'une hausse de 11% dans les offres d'emploi, parallèlement à une augmentation de 19% dans les placements dits classiques et de 51% dans les placements en allocation chômage, selon les chiffres fournis par le ministre.

Durant cette visite à Ain Defla, M. Bentaleb a procédé à la signature d'une convention de partenariat relative au système des grands comptes, entre la société Elsewedy Cables Algeria, active dans la zone industrielle, et l'Agence nationale de l'emploi (ANEM).

Il a, également, supervisé l'entrée en service du siège de l'annexe locale de l'emploi, outre l'inauguration du siège de l'agence de wilaya de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) dans la ville de Khemis Miliana.

Alger

Convention entre la PCH et la faculté de pharmacie

Une convention a été signée, lundi à Alger, entre la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) et la Faculté de pharmacie de l'Université des Sciences de la santé d'Alger, l'objectif étant de renforcer le partenariat dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation dans le domaine pharmaceutique.

La convention a été signée par le Directeur général de la PCH, M. Sabri Djerroud, le recteur de l'université des sciences de la santé, Pr. Merzak Gharnaout, et le doyen de la faculté de pharmacie de l'Université d'Alger, professeur Reda Djidjik.

A cette occasion, le recteur de l'Université des Sciences de la santé a salué la signature de cette convention, qui

permettra aux étudiants d'effectuer des stages pratiques au sein de la PCH.

De son côté, le DG de la PCH a expliqué que cette convention s'inscrit dans le cadre de la «nouvelle stratégie» adoptée par son établissement pour «jeter des passerelles de coopération entre le monde académique et l'aspect pratique, afin de permettre aux étudiants de réaliser des stages sur le terrain».

Pour sa part, le doyen de la faculté de pharmacie a souligné que cette convention contribuera à «renforcer le partenariat dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation dans le domaine pharmaceutique, au profit des étudiants et des chercheurs».

Bouira

Un mort et sept blessés dans une collision

Farid Haddouche

Une personne est décédée et 7 autres ont été blessées dans un tragique accident de la circulation survenu dans la matinée d'hier à Bouira. Selon la protection civile, l'accident s'est produit à la suite d'une collision en-

tre un véhicule de tourisme et un taxi sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Bouderbala, daïra de Lakhdaria. L'accident a entraîné la mort d'une personne qui a été évacuée à la morgue, et des blessures à 7 autres qui ont été secourues et évacuées à l'hôpital.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

29 rajab 1446				
El Fedjr 06h24	Dohr 13h01	Assar 15h50	Maghreb 18h14	Icha 19h35



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

29 rajab 1446				
El Fedjr 06h10	Dohr 12h47	Assar 15h37	Maghreb 18h01	Icha 19h22



Adrar Les mises en garde du ministre de la Justice

Bentouba Said

Lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Adrar lundi, M. Boujemaa Lotfi, ministre de la Justice, garde des Sceaux, a inauguré le siège de la cour de justice d'Adrar, un impressionnant complexe regroupant plusieurs bâtiments conformes aux normes internationales de construction.

Le ministre a appelé les responsables des tribunaux et des conseils judiciaires à l'échelle nationale à accorder une attention particulière aux citoyens, à les écouter et à rechercher des solutions à leurs

problèmes. Il a souligné que les visites répétées des citoyens dans les tribunaux étaient le signe qu'ils n'avaient pas vu leurs problèmes résolus et qu'il était impératif de les prendre en charge.

Toutefois, il a précisé que prendre soin du citoyen ne signifiait pas lui accorder systématiquement ce qu'il demande, mais plutôt l'écouter. Une justice de proximité peut souvent représenter plus de la moitié de la solution.

Dans le même contexte, M. Boujemaa a mis en garde les citoyens contre les escrocs qui cherchent à les tromper, en prétendant connaître des responsables et fonc-

tionnaires. Il a dénoncé ces méthodes d'extorsion et a précisé qu'il avait donné des instructions strictes pour engager des poursuites pénales contre ces fraudeurs, sans aucune tolérance.

Il a insisté sur le fait que la satisfaction des citoyens est primordiale, et que cela passe par une justice qui leur est véritablement dédiée. Enfin, le ministre a indiqué que l'inauguration du nouveau siège de la cour d'Adrar représente un grand pas en avant pour la justice dans la région. Lors de cette même visite, il a posé la première pierre du futur siège du tribunal administratif d'Adrar.

Sidi Bel Abbès De nouvelles perspectives pour l'ENIE

L'Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbès a établi un plan d'action pour l'année 2025, dans le cadre de la stratégie nationale du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accompagner les nouvelles technologies et la numérisation, a déclaré à l'APS le Président Directeur Général de cette entreprise publique, M. Mohamed Abbas Bourassi.

Le même responsable a précisé que l'Entreprise a mis en place toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour garantir la fabrication de divers produits électroniques afin de répondre aux besoins du marché national, en accompagnant les nouvelles technologies, notamment en matière de paiement électronique, de solutions d'énergie solaire, ainsi que pour certains appareils électroménagers. Il a indiqué que l'entreprise s'efforce de doubler ses efforts dans la production des terminaux de paiement électronique pour les banques et la commercialisation de ce type de produits, précisant qu'une application sera développée pour améliorer les fonctionnalités du paiement électronique. Il est à noter que l'entreprise a conclu des accords précédents avec "Algérie Poste" concernant le paiement électronique, ayant permis la fabrication de 30.000 unités de terminaux de paiement électronique. Concernant la production de tablettes électroniques pour le secteur de l'éduca-

tion nationale, M. Bourassi a précisé que 48.000 unités ont été fournies, l'année dernière, annonçant que la production de tablettes électroniques continuera cette année, avec la distribution prévue dans les établissements scolaires à travers tout le territoire national, conformément à l'accord signé avec le ministère du secteur.

En ce qui concerne le développement des équipements liés aux énergies renouvelables, le responsable a révélé que l'unité de fabrication des tablettes électroniques supervise plusieurs projets, dont la réalisation de l'éclairage public. Ainsi, 10.000 points ont été installés dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah à Alger, en plus de 3.000 autres unités, qui seront réalisées dans le cadre du plan d'action de l'entreprise pour 2025. D'autres projets dans le domaine des panneaux solaires seront mis en œuvre en collaboration avec la société "Cosider" pour la réalisation de l'éclairage public dans d'autres sites, ainsi que l'installation de panneaux électroniques pour faire fonctionner les stations de pompage des eaux d'irrigation dans les exploitations agricoles.

Concernant la relance de la production de téléviseurs, qui était l'un des principaux produits de l'entreprise dans les années 1980 et 1990, M. Bourassi a souligné que "avec l'existence de concurrents dans ce domaine, nous cherchons toujours à relancer la fabrication de télévi-

seurs en développant notre production et en nous adaptant aux nouvelles technologies". Il a ajouté que la production de téléviseurs et d'autres appareils électroménagers, tels que les climatiseurs et les machines à laver, sera relancée, et que la réouverture des points de vente, répartis sur tout le territoire national, est prévue pour satisfaire les besoins des citoyens. Il a également précisé que "la réouverture des points de vente débutera progressivement à partir de la mi-Ramadhan prochain". Il a ajouté que "cette opération sera lancée progressivement pour couvrir la demande sur l'ensemble du territoire national et sera accompagnée de services après-vente garantissant la maintenance des équipements par des ingénieurs et des techniciens qualifiés". Il a souligné que dans le cadre de sa feuille de route, l'entreprise garantit un service après-vente en assurant la maintenance et la fourniture de pièces détachées, avec la mise en place d'ateliers de maintenance et la formation d'équipes qualifiées.

L'ENIE, qui emploie plus de 1.100 travailleurs, dont des ingénieurs et des techniciens, prévoit également de relancer l'activité de ses unités de fabrication à Telagh et Ras El Ma, ainsi qu'à l'unité d'Aïn Oussera, dans la wilaya de Djelfa, afin de renforcer ses activités et diversifier ses investissements dans le domaine de la fabrication électronique, a-t-on indiqué.

Mostaganem

La centrale électrique de Sonaghter au menu

La valeur du programme d'investissement du groupe Sonelgaz dans la wilaya de Mostaganem dépasse les 28 milliards de dinars, selon les services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a tenu, lundi, une réunion avec les responsables et les cadres du groupe Sonelgaz, notamment les filiales de production et de transport d'électricité, pour examiner les projets en cours de réalisation dans la wilaya, en particulier le projet de la centrale électrique de Sonaghter (commune de Mostaganem).

La valeur du programme d'investissement du groupe public dans

la wilaya, couvrant l'ensemble des opérations, dépasse les 28 milliards de DA, a ajouté la même source. Concernant la centrale de Sonaghter, en cours de réalisation sur une superficie de plus de 40 hectares, M. Boudouh a affirmé la disponibilité des services de la wilaya à accompagner ce projet vital, qui a atteint un taux d'avancement de 87%, a-t-on expliqué.

Le groupe Sonelgaz mise sur cette centrale, la plus grande de son genre au niveau national, avec une capacité de production de 1.450 MW, pour répondre à la demande croissante en énergie électrique et renforcer l'efficacité énergétique, a

précisé la même source. Lors de cette réunion, il a été aussi question des projets de raccordement des périmètres et des exploitations agricoles au réseau d'électricité rurale. Le wali a insisté sur la nécessité de mettre en place un programme de développement prenant en compte l'expansion urbaine de la ville ainsi que les différents secteurs d'investissement industriel, agricole et touristique. Sonelgaz avait annoncé, en juillet dernier, la mise en service partielle de la centrale de Sonaghter qui est dotée, signale-t-on, d'une capacité de production de 450 MW dans une première phase, selon un communiqué du groupe public.

El-Bayadh Quelle stratégie pour la filière des viandes rouges ?

Le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdelatif Dilmi, a souligné, lundi à El Bayadh, l'importance de relancer l'activité de la filière élevage et production de viande rouge dans une perspective stratégique intégrée.

Lors d'une intervention au cours d'une rencontre régionale intitulée "Organisation de l'abattage du bétail, régulation du marché de la viande rouge et valorisation des peaux", M. Dilmi a mis en exergue la nécessité de conjuguer les efforts et d'accompagner les éleveurs pour redynamiser la filière élevage et production de viande rouge. "Cette démarche s'inscrit dans un cadre stratégique visant à développer cette filière et à atteindre l'autosuffisance en viande rouge, conformément aux orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a-t-il déclaré.

M. Dilmi a salué les décisions prises par le Président de la République pour développer, valoriser et redonner à la filière élevage et production de viande rouge l'importance qu'elle mérite, tout en préservant ce secteur vital. Il a souligné que la relance de cette filière doit reposer sur une approche stratégique intégrée, comprenant la préservation des races nationales, la valorisation de ce patrimoine et la prise en compte de l'aspect social des éleveurs. La démarche inclut également "le

soutien à la recherche scientifique et l'encouragement des investissements dans le domaine de l'élevage et de la production de viande rouge", a-t-il affirmé. Pour sa part, le président de la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a affirmé que l'Algérie mène actuellement une véritable bataille pour atteindre la sécurité alimentaire, relevant que cette ambition traduit une volonté politique forte, faisant de la sécurité alimentaire un enjeu stratégique. M. Hambli a également souligné la détermination du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à accorder à l'agriculture une place stratégique, à travers un plan d'urgence visant à moderniser le secteur, à répondre aux besoins nationaux, et à réaliser les aspirations économiques et politiques du pays, en reconnaissant le lien étroit entre développement économique et souveraineté nationale. La rencontre a été organisée par la Chambre nationale de l'agriculture et l'Union nationale des paysans algériens, en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence des autorités locales, de divers acteurs du secteur, d'associations, et d'agriculteurs des wilayas d'El-Bayadh, Naâma, Saïda, Béchar, Béni-Abbès, Adrar, Timimoun et Tindouf, ainsi que d'enseignants du Centre universitaire "Nour El Bachir" d'El Bayadh.

Tissemsilt Les raisons de la baisse de la production du miel

Plus de 300 quintaux de miel ont été produits dans la wilaya de Tissemsilt au cours de la dernière saison agricole 2024, a-t-on appris de l'agronome de la Direction des services agricoles, Fatima Breik.

Mme Breik a précisé que la quantité de miel produite, cette année, a enregistré une baisse par rapport aux saisons agricoles précédentes, où la production avait dépassé les 400 quintaux. Elle a attribué cette baisse à plusieurs facteurs objectifs, notamment la sécheresse, qui a affecté la couverture végétale, ainsi que l'augmentation des coûts de transport des ruches d'un endroit à un autre pour offrir un environnement propice au pâturage des abeilles.

Elle a également souligné que l'intérêt pour l'apiculture est en déclin par rapport aux années

précédentes, avec seulement 47 apiculteurs agréés, détenteurs d'une carte de producteur, contre plus de cent par le passé. Elle a expliqué cette diminution par le manque de formation dans les techniques d'élevage des abeilles et la propagation de certaines maladies affectant les abeilles.

Selon la même source, le nombre de ruches a récemment diminué, passant à 8.500 ruches, contre plus de 11.000 ruches dans les années précédentes, particulièrement dans les zones connues pour la pratique de l'apiculture dans la wilaya, notamment dans les régions montagneuses des communes de Theniet El Had, El-Youssoufia, Sidi Boutouchent, Bordj Bounâama, Beni Chouaib, Beni Lahcen, Mellaab, Larbaa, Lazharia et Sidi Slimane.

Mascara Un mort dans une collision

Belkecir Mohamed

Un tragique accident de la circulation est survenu lundi soir dans la région de Ogaz. Une collision s'est produite entre un véhicule léger et une moto. Le conducteur

de la moto, âgé de 30 ans, est décédé sur le coup. Le sinistre s'est produit à 21 h 50 sur la RN 97 reliant Ras El Ain Amirouche et Alaimia.

La dépouille de la victime a été déposée au service de la médecine légale.

Campagne de recensement économique Plus de 9.600 opérateurs concernés par l'opération

K. Assia

Le coup d'envoi de l'opération de recensement économique initiée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a été donné avant-hier par le wali d'Oran Samir Chibani et les cadres du commerce. Celle-ci visant à connaître les capacités réelles de la production nationale va s'étaler sur une période de trois semaines et un effectif de 234 agents a été mobilisé pour piloter cette opération de recensement, a-t-on appris de sources responsables. Dans ce registre, la wilaya d'Oran a été scindée en cinq zones et le recensement va cibler 9.661 opérateurs de sorte que cette campagne placée sous le thème «un recensement global pour construire une économie complète» vient en application des directives du ministère de tutelle et vise à obtenir une banque de données fiable et

précise sur le nombre d'entreprises économiques et ce afin de déterminer les capacités réelles de production nationale.

Il s'agit d'un dénombrement de l'ensemble des entités économiques réparties à travers le territoire et un fichier numérisé sera élaboré afin de permettre aux autorités locales d'encadrer toutes les opérations d'importation, l'orientation des opérations d'investissement et leur répartition à travers le territoire et ce afin de créer des pôles industriels spécialisés. Toutes les entités économiques seront répertoriées ce qui permettra d'avoir cette banque de données sur les capacités de production.

Les entreprises sont appelées à adhérer à cette opération nationale. Notons que les agents mobilisés pour cette opération ont suivi une formation animée par des cadres spécialisées dans la communication et l'information.

Dans ce registre et conformément aux orientations du ministère du Commerce, une réunion de coordination a été tenue au siège de la direction du commerce et a regroupé tous les cadres du secteur entre chefs des inspections territoriales et des frontières du commerce, le responsable du laboratoire régional du contrôle de la qualité, la chambre du commerce et d'industrie de l'Oranie entre autres afin de ficeler le programme d'intervention, autrement dit établir un programme de sorties sur le terrain pour mener ce recensement. Des directives ont été données pour qu'un rapport hebdomadaire soit remis en vue d'un suivi régulier de cette opération. Des réunions sont prévues pour assurer le bon déroulement de cette opération lancée au niveau national de sorte que plusieurs mesures ont été prises pour coordonner et suivre le travail des équipes sur le terrain.

Pour parer aux vents violents Mise en place d'un dispositif spécial par Sonelgaz Es-Sénia

J. Boukraa

Suite à un bulletin météorologique spécial publié par l'Office national de la météorologie, annonçant des vents forts à Oran et dans les wilayas de l'Ouest allant jusqu'à 90 km/h, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz Es-Sénia (Sonelgaz) a mis en place un plan d'urgence exceptionnel. Ce plan comprend des mesures spécifiques visant à renforcer le programme de permanence et à mobiliser toutes les équipes techniques de la wilaya, au nombre de 35. Ces équipes ont été dotées de moyens humains et matériels supplémentaires afin d'assurer des interventions rapides et efficaces en cas d'incidents. Dans le but de prévenir toute perturbation dans la distribution de l'énergie, l'ensemble des techniciens a été mobilisé sur tout le territoire de la wilaya, couvrant les zones allant de l'Est à l'Ouest et du Sud au Nord d'Oran. De plus, différentes entreprises sous-traitantes ont été engagées pour sécuriser les réseaux électriques de moyenne et basse tension.

Notons que les services de l'Office national de la météorologie (ONM) ont émis un bulletin mettant en garde contre des vents violents dans plusieurs régions du pays, accompagnés de fortes pluies dans les wilayas du Nord mardi. Le premier BMS concer-



ne un large éventail de wilayas, à savoir Oran, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Saïda, Relizane, Aïn Defla, Tissemsilt, Alger, Blida, Médéa, Bouira, Naâma, El Bayadh, Tiaret, Laghouat, Djelfa et M'sila, Aïn Témouchent et Mostaganem. Les vents, soufflant d'Ouest à Nord-Ouest, atteindront une vitesse estimée entre 60 et 70 km/h, avec des rafales pouvant dépasser les 90 km/h. Cette alerte est valable ce mardi de 12h00 à 21h00. La Direction de distribution de l'élec-

tricité et du gaz de Sidi El Bachir rappelle également à ses clients qu'un centre d'appel national est à leur disposition 24h/24 et 7j/7. Pour toute information ou signalement de perturbations dans l'approvisionnement en énergie, les citoyens peuvent composer le 3303. Avec ces mesures, Sonelgaz réaffirme son engagement à garantir un service continu et à intervenir efficacement face aux éventuels impacts des conditions météorologiques exceptionnelles.

Conversion du droit de jouissance en droit de concession 5.968 contrats établis par l'Office national des terres agricoles

L'opération de régularisation des dossiers en suspens du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, à Oran, progresse à un rythme accéléré, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'Office national des terres agricoles (ONTA) de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à la régularisation du foncier agricole avant la fin de l'année 2025, ainsi qu'en application des directives du directeur général de l'ONTA et des instructions du wali d'Oran, à travers les différents dispositifs juridiques établis par l'Etat, a précisé à l'APS la directrice de l'ONTA de la wilaya d'Oran, Mme Hayat Bouras.

Dans ce cadre, 5.968 contrats de concession ont été établis dans le

cadre de la conversion du droit de jouissance en droit de concession, conformément à la loi 10/03 qui définit les conditions d'exploitation des terres agricoles appartenant au domaine privé de l'Etat sous le régime de concession. Par ailleurs, 430 dossiers concernant la régularisation du transfert du droit de concession au nom des héritiers ont été traités, le contrat étant établi dans un délai de deux à trois jours par les services de la direction des Domaines, a-t-elle ajouté. De plus, 68 contrats de concession ont été transférés aux ayants droit dans le cadre des dossiers de cession aux héritiers, lorsque l'investisseur initial est dans l'incapacité de poursuivre son activité ou a atteint l'âge de la retraite. En outre, 500 dossiers relatifs aux contrats de partenariat entre les bénéficiaires de

concession financièrement défaillants et de nouveaux investisseurs ont été régularisés. Trois fermes-pilotes d'une superficie totale de 1.670 hectares, restructurées en unités de production et gérées par l'Office, ont également été régularisées, indique-t-on de même source. Concernant les exploitants ne disposant pas de titres, au nombre de 495 répartis à travers 26 communes d'Oran, l'opération est supervisée par la direction locale des services agricoles (DSA), a signalé Mme Bouras, relevant que plusieurs sorties et réunions ont été programmées pour traiter ces dossiers.

Le processus est toujours en cours, a-t-elle fait savoir, ajoutant que ces dossiers seront présentés prochainement devant la commission de wilaya pour décision.

El Kerma Distribution prochaine de près de 70 logements sociaux

La wilaya d'Oran prévoit la distribution, dans les prochains jours, de près de 70 logements publics locatifs dans la commune d'El Kerma, a-t-on appris, dimanche, de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Les services de l'Office ont organisé, dimanche à la bibliothèque Moudjahid Lar-djem-Ghalem de la commune d'El Kerma, un tirage au sort pour déterminer les emplacements des bénéficiaires, à l'exception des personnes aux besoins spécifiques, de cette tranche de logements, sur un total de 120 unités, afin de choisir les étages et les immeubles d'affectation, a-t-on fait savoir.

L'opération s'est déroulée en présence d'un huissier de justice et des cadres de l'OPGI, a-t-on précisé de même source, ajoutant que les logements seront distribués à leurs propriétaires dans les prochains jours.

Les travaux concernant ce programme de logements sont terminés, y compris les travaux d'aménagement extérieur, tels que la création d'espaces verts et de terrains de jeux pour enfants. Il est à noter que ces unités d'habitation sont équipées de toutes les infrastructures nécessaires, en particulier des établissements éducatifs, des services et autres commodités. Il est à rappeler que durant ce mois de janvier, 64 familles résidant dans des logements précaires ou vétustes situés dans les délégations communales de «Mahieddine», «Oussama», «El Mokrani» et «El Makkari» à Oran ont été relogées dans des logements neufs implantés au pôle urbain de la commune de Oued Tlélat, ainsi qu'au niveau du site des 1.201 logements publics locatifs à la cité «Pépinère» et au pôle urbain de Belgaïd, relevant de la commune de Bir El Djir.

Ils promettaient des logements LPL et des locaux commerciaux 4 individus arrêtés pour faux et usage de faux et escroquerie

K. Assia

Agissant sur la base de plaintes et également sur la base du travail mené sur le terrain, les éléments de la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de la police judiciaire de la sûreté d'Oran sont parvenus à démanteler un réseau spécialisé dans l'escroquerie, l'arnaque et le faux et usage de faux dans des documents administratifs. Quatre individus ont été arrêtés et un montant de 80 millions de centimes a été récupéré à l'issue de cette opération. En effet, les membres de ce réseau d'escrocs avaient élargi leur champ d'activité pour cibler plusieurs wilayas de l'Ouest où ils ont fait plus de victimes. Le plan diabolique adopté par les mis en cause est de convaincre leurs victimes qu'ils peuvent obtenir des logements de type LPL et aussi des

locaux commerciaux réalisés par l'Entreprise nationale de la promotion immobilière ENPI en contrepartie de sommes d'argent qu'ils doivent verser. Pour les mettre en confiance, ils leur remettent de faux ordres de versement et leur délivrent de fausses attestations d'inscription moyennant d'importantes sommes d'argent qui peuvent varier de 20 à 100 millions de centimes par personne.

Dans ce registre et usant des moyens scientifiques et techniques dont dispose la brigade, et grâce à l'exploitation des informations et surtout à la coordination permanente avec le tribunal, les policiers ont arrêté les mis en cause dans une wilaya limitrophe et ont récupéré des faux documents et de faux ordres de versement.

Ils ont été présentés au tribunal d'El Othmania et placés sous mandat de dépôt.

Infraction à la législation des changes 56.400 euros non déclarés saisis à l'aéroport

Cette somme en devises a été découverte lors d'un contrôle des voyageurs en partance d'Oran vers Istanbul et était dissimulée dans une bouteille de shampoing. Il s'agit d'une infraction à la législation des changes prévue et réprimée par l'ordonnance 96-02. Ainsi et conformément à la réglementation en vigueur, le montant en devises a été confisqué et une enquête a été ouverte par les services de la police. Ces infractions sont souvent constatées à l'Aéroport international d'Es-Sénia et au port où des sommes en devises non déclarées sont confisquées à l'entrée ou à la sortie du territoire national. Pour mieux vulgariser la réglementation, l'Administration douanière a mis à la disposition des passagers

des dépliants pour les renseigner sur le seuil des bagages autorisés et surtout sur les produits prohibés à l'importation et à l'exportation, en plus des marchandises devant être déclarées, à l'exemple des bijoux et des devises. Dans cet ordre d'idées, l'importation et l'exportation des devises est, obligatoirement, subordonnée à une déclaration à l'entrée et à la sortie du pays. Les éléments de l'inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur de l'aéroport international Ahmed Ben Bella sont parvenus en collaboration avec les services de la police des frontières à mettre la main sur une somme en devises de 56.400 euros qu'un passager tentait de faire sortir, frauduleusement, du territoire national.

K. A.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Boutaiba Ahmed, 72 ans, Plateau
Lerkeb Houari, 85 ans, Oran
Hotmane AEK, 57 ans, Oran
Lebrir Med, 89 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

29 rajab 1446

El Fedjr
06h38

Dohr
13h16

Assar
16h08

Maghreb
18h32

Icha
19h52





INTERNATIONAUX

MERCREDI

Vols	Départs
03h20: Oran - Paris(CDG)	Air France
06h50: Oran - Tunis	Nouvelair
08h00: Oran - Paris(ORY)	Air Algérie
08h25: Oran - Tunis	Nouvelair
09h00: Oran - Marseille	Air Algérie
09h15: Oran - Lyon	Transavia
09h30: Oran - Toulouse	Air Algérie
10h05: Oran - Istanbul	Air Algérie
11h00: Oran - Toulouse	Transavia
11h25: Oran - Médine	Saudia
13h30: Oran - Istanbul	Turkish Air
14h45: Oran - Lyon	Air Algérie
15h10: Oran - Lille	Air Algérie
15h20: Oran - Allicante	Air Algérie
16h35: Oran - Allicante	Vueling
16h45: Oran - Paris(ORY)	Transavia
18h15: Oran - Barcelone	Vueling

Vols	Arrivées
02h00: Paris(CDG) - Oran	Air France
07h40: Tunis - Oran	Air Algérie
08h15: Lyon - Oran	Transavia
08h55: Djeddah - Oran	Saudia
10h00: Paris(ORY) - Oran	Transavia
12h30: Istanbul - Oran	Turkish Air
13h35: Marseille - Oran	Air Algérie
13h40: Toulouse - Oran	Air Algérie
14h05: Paris(ORY) - Oran	Air Algérie
14h10: Lille - Oran	Air Algérie
15h35: Allicante - Oran	Vueling
15h45: Toulouse - Oran	Transavia
17h15: Barcelone - Oran	Vueling
18h20: Allicante - Oran	Air Algérie
19h55: Istanbul - Oran	Air Algérie
20h00: Lyon - Oran	Air Algérie
21h00: Paris(CDG) - Oran	Air Algérie
23h10: Tunis - Oran	Nouvelair

VOLS NATIONAUX

Vols DÉPARTS

MERCREDI

Oran - Alger	06h10
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	14h35
Oran - Alger	16h40
Oran - Elbayadh	07h00
Oran - Béchar	10h15
Oran - Timimoune	10h45
Oran - H.Messaoud	15h55
Oran - Tindouf	21h30
Oran - Constantine	22h40
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	08h10
Alger - Oran	12h35
Alger - Oran	22h30

JEUDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	13h55
Oran - Alger	15h30
Oran - Alger	18h45
Oran - Alger	20h25
Oran - Alger	22h00
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	23h10
Oran - Adrar	22h00

VENDREDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	15h10
Oran - Alger	17h00
Oran - Alger	23h35
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00

TRAIN - SNCF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h00	11h05
08h00	12h00
14h00	19h25
17h00	21h07

----- ALGER - ORAN -----

05h50	11h05
08h00	12h00
14h00	19h26
17h00	20h59

ORAN - ARZEW

05h00	05h48
08h30	09h15
13h40	14h20
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h15
15h00	15h45
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
10h30	11h34
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h51	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNAIA

17h00	19h42
-------------	-------

MEGHNAIA - TLEMCEN

05h00	06h06
06h00	07h24

ORAN - SBA

12h50	13h55
15h20	16h24
16h00	17h11
17h10	18h32
21h00	22h08

SBA - ORAN

05h30	06h47
06h34	07h44
07h06	08h09
07h23	08h24
09h22	10h24
11h22	12h22

ORAN - CHLEF

06h00	08h26
08h00	10h00
14h00	16h28
16h15	18h35

CHLEF - ORAN

06h30	09h00
09h24	12h05
10h00	12h00
17h18	20h01

ORAN - RELIZANE

14h00	15h26
15h45	17h13
17h00	18h12
17h30	19h10

RELIZANE- ORAN

05h45	07h32
07h15	08h54
10h36	12h05
18h32	20h01
20h34	21h49

ORAN - SAIDA

14h40	17h13
-------------	-------

SAIDA - ORAN

07h18	10h10
-------------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
21h00	07h45

BECHAR - ORAN

06h00	13h10
22h00	07h44

CONCERT JAZZ

Eddie & THE KIDS

30 JANVIER 2025 JAZZ IN AFRICA

À 19H00 À LA SALLE IBN ZEYDOUN - ALGER

01 FÉVRIER 2025

À 19H00 AU THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN - ORAN

BILLETTERIE DISPONIBLE AU NIVEAU DES SALLES

Cinémathèque d'Oran

► Mercredi 29 janvier



-13h00 : 3 Days to Kill

-15h00 : Brake

► Jeudi 30 janvier



-13h00 : Coup de foudre à notting hill

-15h00 : Une bouteille à la mer

► Samedi 02 février



-13h00 : Jumanji

-15h00 : Amityville

INSTITUT FRANÇAIS

Concert : Warhani

► Mercredi 29 Janvier à 19h, IF Annaba

► Jeudi 30 Janvier à 18h, IF Constantine

► Samedi 1er février à 18h, IF Oran

► Dimanche 2 février à 18h, IF Tlemcen

En intégrant des influences musicales venues d'autres cultures, WAHRANI réinvente ces classiques en rendant hommage à l'esprit libre et novateur de la musique oranaise en général et du Raï en particulier, tout en restant fidèle à la tradition...

Handisport : Quel avenir après les Jeux paralympiques ?

► Lundi 3 Février à 18h00 IF Alger

► Mardi 4 Février à 18h00 IF Annaba

► Jeudi 6 Février à 16h00 IF Constantine

► Samedi 8 Février à 18h00 IF Tlemcen





















► Mercredi 12 Février à 17h00 IF Oran

Le handisport n'apparaît pas dans le "livre officiel" des Jeux Olympiques de Paris 2024. La Maison d'édition explique que les épreuves se sont déroulées trop tard.

Théâtre

H'BALI «Ma folie»

► Jeudi 6 Février 19h30 à l'IF Alger

MÉTÉO			
AUJOURD'HUI		DEMAIN	
ORAN			
Peu nuageux Max.18-Min.11		Averses/Pluie Max.14-Min.8	
MOSTAGANEM			
Nuageux Max.17-Min.12		Pluie Max.14-Min.9	
TLEMCEN			
Nuageux Max.17-Min.8		Averses/Pluie Max.8-Min.6	
MASCARA			
Nuageux Max.17-Min.8		Faible pluie Max.12-Min.3	
TIARET			
Peu nuageux Max.12-Min.6		Averses/Pluie Max.7-Min.3	
CHLEF			
Peu nuageux Max.16-Min.11		Averses/Pluie Max.12-Min.7	
BÉCHAR			
Ensoleillé Max.19-Min.7		Ensoleillé Max.16-Min.4	
ALGER			
Nuageux Max.18-Min.10		Averses Max.15-Min.8	
CONSTANTINE			
Peu nuageux Max.13-Min.6		Peu nuageux Max.15-Min.6	
ANNABA			
Peu nuageux Max.16-Min.8		Nuageux Max.18-Min.10	

COTATIONS HEBDOMADAIRES

Billets	Achat(DA)	Vente(DA)
1 USD	132,56	140,65
1 EUR	143,33	152,13
1 GBP	169,29	179,88
100 JPY	84,29	89,45
1 CHF	148,25	157,37
1 CAD	96,62	102,56
1 DKK	19,29	20,47
1 SEK	12,76	13,54
1 NOK	12,51	13,28
1 AED	36,01	38,21
1 SAR	35,27	37,42
1 KWD	431,68	458,18
1 TND	42,90	43,33
1 CNY	18,56	18,57

Chèque de voyage	Achat	Vente
1 USD	133,61	140,34
1 EUR	145,29	152,65
1 GBP	170,86	178,49
100 JPY	85,52	89,83
1 CHF	149,75	157,37
1 CAD	97,60	102,56
1 SEK	12,89	13,54

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03
0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

Oran: 0770 61 65 31 / 0560 27 54 02
0770 33 91 32 / 0770 33 91 14

----- ALGER -----

-Bab Ezzaouar: 0770 91 38 06

0560 27 51 59 / 0560 91 40 67

-Aïn Naâdja : 0770 616532 / 0560 270009

-Gare Routiere Kharrouba : 0770347421

Saida : 0560 90 86 18 / 048 41 31 57

Mascara : 0560 27 05 72 / 0560 26 62 91

SBA: 0560 275248/0561 611482

Mostaganem : 0770948973 / 0560277359

Relizane : 0560 27 08 41

SORFERT ALGERIE SPA
COMPLEXE D'AMMONIAC ET D'URÉE
Zone Industrielle d'Arzew
Siège social : Cité « Point du Jour », Route de Wilaya N° 32,
Section 387, Ilot N° 83 –Oran
NIF : 000731010928417

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°01/SO/D.MOG/2025

La Société SORFERT Algérie Spa, sise à la zone industrielle d'Arzew, lance un appel d'offres national ouvert portant « **Prestations et mise à disposition du personnel en lot unique de**

- A. Entretien des espaces verts et petite maintenance en Bâtiments.**
B. Nettoyage et entretien des locaux. »

Le présent appel d'offres national ouvert est destiné aux seules entreprises justifiant de références dans des projets similaires notamment dans le secteur des hydrocarbures ou de pétrochimie sur les trois (03) dernières années, disposant de matériels et équipements essentiels et d'un chiffre d'affaires relatif aux trois (03) derniers exercices fiscaux égal ou supérieur à 150 % de l'estimation annuelle du marché objet du présent appel d'offres estimé par SORFERT Algérie Spa.

Le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission est mis par la Direction Juridique à la disposition des soumissionnaires intéressés contre remise d'un justificatif de virement d'une somme de **Dix Mille Dinars (10 000DA)** versée à la **Banque Extérieure d'Algérie Agence El Marsa N°11 rue Fertas Mohamed Arzew (Oran)** au compte **N°RIB : 002000700702200046 70**.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission en envoyant par courrier électronique une copie du Registre de Commerce et le reçu de virement à : LEGAL@sorfert.com

Le mode de soumission **en une seule (01) étape** s'applique au présent appel d'offres.

Les soumissionnaires établiront leur **offre technique**, sans aucune indication de prix et leur **offre financière** simultanément et ce en deux (02) exemplaires chacune (un original et une copie numérique CD-Rom), dans des enveloppes séparées, scellées et cachetées, contenant chacune les documents requis par le Dossier d'Appel d'Offres indiqués dans le Dossier d'Appel d'Offres.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et transmise ou déposée auprès du service BOG de SORFERT Algérie sis à cité « Point du Jour », Route de Wilaya n° 32, Section 387, Ilot n° 83, Oran, avec la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°01/SO/D.MOG/2025

« **Prestations et mise à disposition du personnel en lot unique de :**

- A. Entretien des espaces verts et petite maintenance en Bâtiments.**
B. Nettoyage et entretien des locaux »

OFFRE TECHNIQUE ET OFFRE FINANCIERE
-NE PAS OUVRIR-

Les enveloppes intérieures doivent mentionnées le nom et l'adresse du soumissionnaire.

La date limite de réception des offres technico-commerciales est fixée au **02/03/2025 à 12h :00**.

La date d'ouverture des plis techniques est fixée au **02/03/2025 à 14h00**.

La présente publication valant invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis.

La Direction Générale



SORFERT ALGERIE SPA
COMPLEXE D'AMMONIAC ET D'URÉE

Zone Industrielle d'Arzew
Siège social : Cité « Point du Jour », Route de Wilaya N° 32,
Section 387, Ilot N° 83 –Oran
NIF : 000731010928417

Avis de Prolongation de Délai de Dépôt des Offres
Techniques
Appel d'Offres National et International Ouvert
N°09/SO/D.HSE/2024

Conformément aux procédures internes de la société Sorfert Algérie Spa, la Direction Générale de la société Sorfert Algérie Spa informe les soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offres **N°09/SO/D.HSE/2024** ayant pour objet « **EPC Clés en main pour une unité de traitement des eaux usées industrielles** » que le délai de dépôt des offres techniques est prolongé au **16/03/2025 à 12h00**.

La date d'ouverture des plis techniques est fixée au **16/03/2025 à 14h00**.

La présente publication valant invitation aux soumissionnaires pour assister à la séance d'ouverture des plis.

La Direction Générale



Communiqué

Un hackathon international dédié à l'innovation
dans le domaine de la e-santé
Ooredoo sponsor de la première édition
du «Algiers Slush'd»



Entreprise engagée dans le soutien des projets innovateurs et des start-ups, Ooredoo a accompagné la première édition africaine de «Slush'd» qui s'est déroulée récemment, à Alger.

Sous le patronage du Ministère de l'Economie et de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-Entreprises, ainsi que du Ministère de la Santé, et sous le slogan « Start up Now, What patients Need Next », cette première édition d'Algiers Slush'd a été organisé conjointement par Algeria Venture et le laboratoire pharmaceutique Roche-Algérie, vise à mettre en avant les

solutions innovantes qui répondent aux défis en matière de santé.

Marqué par la présence de M. Noureddine Ouadah, Ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-Entreprise, M. Yacine El-Mahdi Oualid, Ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ainsi que des représentants du Ministère de la santé, cet événement a mis en lumière l'innovation locale dans le secteur médical en rassemblant des talents visionnaires lors de sessions plénières et d'un hackathon, démontrant ainsi le potentiel de l'écosystème entrepre-

neurial algérien dans la santé numérique.

À l'issue du Hackathon, trois startups ont été récompensées lors de la cérémonie de clôture : il s'agit de la plateforme de gestion de rendez-vous médicaux en ligne «Sihatech», le dispositif de suivi spécialisé pour les patients atteints de cancer «Docteur 360», et le logiciel de gestion de cabinet médical «M-Click».

À travers sa participation à cet événement, Ooredoo réaffirme son engagement envers l'écosystème entrepreneurial en Algérie et la promotion de l'innovation technologique.

CAN-2025 (Phase finale)
**L'Algérie retrouvera le Burkina Faso
et la Guinée équatoriale**



M. Zeggai

Le tirage au sort de la CAN 2025 a mis fin au suspense qui a tenu en haleine les milliers de supporters des sélections nationales qualifiées à la phase finale de la prochaine édition. L'Algérie a été placée dans le groupe E avec un programme qui semble abordable: le Burkina Faso, la Guinée équatoriale et le Soudan. Nombreux sont ceux qui estiment que le tirage au sort a été favorable aux Verts qui restent sur deux éliminations consécutives au premier tour de la CAN: au Cameroun (2021) et en Côte d'Ivoire (2023). Les nôtres, qui devraient faire preuve de vigilance, pour éviter toute mauvaise surprise, ne partent pas dans l'inconnu avec la présence du Burkina Faso et la Guinée équatoriale, deux vieilles connaissances. Le premier objectif consiste à éviter les deux malheureux scénarios vécus de l'ancien coach national, Djamel Belmadi, qui nous ont coûté deux éliminations sans gloire lors des premiers tours. Tête de série du groupe E, l'Algérie a hérité d'un groupe équilibré et à priori à sa portée. C'est du moins l'impression qui se dégage. Considérés comme les favoris de ce groupe E, les Algériens, dont il s'agit de la 21^e participation, doivent assumer ce rang et à commencer par le plus premier match contre le Soudan, le 24 décembre prochain au stade de Rabat, pour le compte de la 1^{ère} journée (Groupe E) de cette phase finale. Il s'agit là de la première confrontation en phase fina-

le de la CAN entre ces deux sélections. L'EN a un ascendant psychologique considérable devant le Soudan qui s'étaient rencontrés à 7 reprises : six matchs officiels et un en amical avec trois victoires contre une défaite, alors que trois matchs se sont soldés sur un score nul. Compte tenu de l'importance du premier match qui détermine les chances de qualification au second tour, l'équipe nationale algérienne est condamnée à gagner pour mieux gérer la suite de la compétition. C'est dans les cordes des Fennecs face à une sélection du Soudan qui signe son retour sur la scène continentale, après avoir brillé par son absence lors de la précédente édition. Mais attention, le Soudan, toujours prêt à jouer les trouble-fêtes, ira avec l'envie de déjouer les pronostics.

**ALGÉRIE-BURKINA FASO LE
CHOC DU GROUPE**

Après ce premier match, les Verts enchaîneront en défiant le Burkina Faso, le 28 décembre à Rabat dans ce qui sera le choc du groupe. Cette empoignade, considérée comme une véritable affiche, devrait déterminer, si la logique sera respectée, le leader de cette poule. Ainsi donc, les Algériens retrouveront de nouveau sur leur chemin les «Etalons» comme ce fut le cas lors de la CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire dans un match qui s'est soldé sur un score de parité de deux buts partout au stade de la Paix à Bouaké. Là aussi, les nôtres

semblent bien placés sur le plan mental après avoir réussi à battre les Burkinabés à neuf reprises lors de leurs treize confrontations officielles.

Mais ceci ne nous empêche pas de dire que le Burkina Faso représentera un sérieux client pour les Verts qui n'avaient pas battu les Etalons dans les trois dernières rencontres: phase finale de la CAN-2023 et éliminatoires du Mondial-2022. Ce qui signifie clairement que la mission de l'EN ne s'annonce pas de tout repos surtout que les Burkinabés veulent créer la surprise.

**GUINÉE ÉQUATORIALE :
UNE VIEILLE
CONNAISSANCE
À NE PAS SOUS-ESTIMER**

Avant de boucler le premier tour, les Verts affronteront le 31 décembre prochain la Guinée équatoriale qui constitue également un adversaire connu pour les joueurs du sélectionneur national, Vladimir Petkovic. Les deux sélections se sont déjà affrontées lors des qualifications de la CAN-2025. Dans la première manche disputée à Oran, les «Verts» se sont imposés (2-0), avant d'aller tenir en échec leur adversaire (0-0), à Malabo. Par ces deux résultats positifs, les Algériens ont en quelque sorte pris une revanche sur la Guinée équatoriale qui avait mis fin à une série d'invincibilité de 35 matchs, en battant l'Algérie (1-0) à Douala lors de la CAN-2022 au Cameroun. La Guinée équatoriale, avec ses performances en constante progression, ne doit pas être sous-estimée.

Calendrier de l'EN
1^{re} journée (Mercredi,
24 décembre 2025)
Algérie - Soudan
Burkina Faso - Guinée équatoriale
2^e journée (Dimanche,
28 décembre 2025)
Algérie - Burkina Faso
Guinée équatoriale - Soudan
3^e et dernière journée
(Mercredi, 31 décembre 2025)
Guinée équatoriale - Algérie
Soudan - Burkina Faso

NB : les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 1/8es de finale.

Groupe abordable, selon Vladimir Petkovic

Le tirage au sort de la CAN 2025 a placé l'Algérie dans un groupe E largement à sa portée. A l'inverse d'autres favoris, l'Algérie peut s'estimer vernie par le tirage au sort de la CAN 2025 qui a en effet globalement évité les gros morceaux. A cet effet, le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, a mis l'accent sur le statut de favoris de son équipe tout en estimant que la mission des Verts «ne sera pas facile», dans ce groupe E avec la présence des Burkina Faso, Guinée équatoriale et le Soudan. «C'est un tirage assez intéressant, mais qui n'est pas facile pour nous. Il n'y a pas de petites équipes dans cette CAN. Toutes les sélections présentes à ce rendez-vous ont mérité leur qualification. Nous allons bien nous préparer et jouer à fond nos matchs. Il est évident que nous sommes les favoris du groupe et nous devons assumer ce rang», a-t-il indiqué.

Alors que les Verts restent sur deux éliminations précoces dès la phase de groupes de la CAN sous les ordres de son prédécesseur Djamel Belmadi, Petkovic a toutefois refusé tout optimisme béat en évoquant les priorités de l'équipe nationale. «Actuellement, le plus important, ce n'est pas cette CAN», a-t-il affirmé avant d'ajouter tout en rappelant que la CAN reste une échéance lointaine. «Notre premier objectif sera de nous qualifier pour le deuxième tour, après on verra. Il est vrai que nous avons une idée sur nos adversaires, notamment la Guinée équatoriale que nous avons affronté dernièrement lors des éliminatoires de cette CAN 2025. Toutefois, on doit se concentrer sur nous-mêmes et ne pas trop penser aux sélections que nous allons affronter. Pour le moment, je dirai que le plus important, ce n'est pas cette CAN, mais plutôt la qualification au Mondial 2026 que nous devons aller chercher. Il sera plus facile pour nous d'aborder cette CAN en ayant validé notre qualification en Coupe du monde», dira Vladimir Petkovic.

Leaders de leur groupe de qualification mais à égalité de points avec le Mozambique et avec seulement 3 points d'avance sur un trio de poursuivants (Botswana, Guinée, Ouganda), les Algériens devront faire le trou lors des six dernières journées d'ici au mois d'octobre.

M. Z.



**Présidence de la FAF
Walid Sadi seul
candidat en
attendant le
Comex de la CAF**

La commission électorale de la FAF s'est réunie avant-hier, conformément à l'article 6 du code électoral, sous la présidence de Maître Ali Bouaouina Abderrahmane et en présence des membres de ladite commission. Lors de cette séance de travail, la commission a constaté qu'à l'issue du délai de dépôt des candidatures, fixé au 26 janvier 2025, une seule liste de candidats avait été déposée, celle du candidat Walid Sadi pour briguer un nouveau mandat lors de l'Assemblée générale électorale prévue le 25 février 2025. Cette information a été confirmée après la clôture officielle des candidatures, sans qu'aucun autre prétendant ne se soit manifesté. Avec cette seule candidature, la stabilité à la tête de la FAF semble désormais assurée pour les quatre prochaines années. Selon de nombreux observateurs, ce n'est que justice et une récompense à l'égard d'un responsable qui n'a pas chôme depuis son élection à la FAF en septembre 2023 pour achever le cycle olympique 2021-2025, succédant ainsi à Djahid Zefizet, démissionnaire. Sous la présidence de Walid Sadi, plusieurs réformes importantes ont été mises en place, notamment la révision des statuts de la FAF, la mise en place de la VAR ainsi que sa contribution au renouveau de l'équipe nationale. Avec cette candidature unique, Sadi s'assure un mandat complet pour poursuivre ses projets, renforcer la structuration du football algérien et consolider la place de l'Algérie sur la scène continentale.

Pour rappel, en plus de son rôle à la FAF, Walid Sadi occupe également la fonction de ministre des Sports depuis novembre 2024 et s'est distingué à l'échelle internationale en représentant l'Algérie au sein du Comité exécutif de la CAF. A cet effet, l'Algérie semble idéalement placée pour signer son retour au sein du Comité exécutif de la Confédération africaine de football. C'est une question de temps puisque l'on vient d'apprendre la validation de la candidature du président de la FAF, Walid Sadi, en tant que seul candidat de l'UNAF (Union nord-africaine de football) en prévision de l'assemblée électorale, prévue le 12 mars prochain. Pour rappel, la CAF devra adresser aux fédérations nationales la liste définitive des candidats retenus.

M. Zeggai

**Ligue 1 (Mise à jour) -
Aujourd'hui MCA-JS Saoura
Le Mouloudia vise
la première place**

Le stade du 5-Juillet sera cet après-midi le théâtre d'une belle empoignade qui mettra aux prises le Mouloudia d'Alger, l'actuel dauphin du championnat de la Ligue 1, à la JS Saoura dans le cadre de la mise à jour de la compétition. Les «Vert et Rouge» de l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia, revigorés par l'éclatante victoire acquise face à leurs voisins de l'USMA, aborderont cette rencontre avec l'intention de prendre provisoirement les commandes. C'est dans les cordes du MCA qui est sur une courbe ascendante pour confirmer sa bonne santé face à une équipe de la JSS qui se végète dans les profondeurs du tableau. Une victoire permettrait aux Algérois du Mouloudia de déloger la JS Kabylie de sa place de leader, et surtout prendre option pour le titre honorifique de champion d'hiver. Le «Doyen», où l'on évoque l'absence de quelques éléments, ne devrait pas éprouver des difficultés pour poursuivre sa marche en avant et confirmer ses ambitions.

En face, la JS Saoura qui reste sur une élimination amère en 1/16^e de finale de la Coupe d'Algérie, en déplacement face au RC Kouba, doit impérativement éviter la défaite pour s'éloigner quelque peu de la zone de turbulences. Le huis clos, en raison de la sanction infligée au MCA, pourrait constituer un avantage pour les Sudistes de Bechar, appelés à redresser la barre, d'autant que sa position au classement commence par inquiéter ses fidèles supporters.

M. Z.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE SIDI BEL ABBES
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF : 228.224.29.54

CONCOURS D'ARCHITECTURE RESTREINT N° 07-2025
La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès Lance un avis de concours d'architecture restreint relatif à :

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 2 AU NIVEAU DES SITES (2060 LPL+530 LLV) AU POS SAU 09 TELMOUNI, COMMUNE DE TELMOUNI, WILAYA DE SIDI BEL ABBES (CITES HABITATS INTEGRES 2025)

- Une déclaration de candidature selon modèle, remplie, datée, signée par le candidat et portant son cachet ;
- Une déclaration de probité selon modèle, remplie, datée, signée par le candidat et portant son cachet ;
- Copie des bilans fiscaux des trois dernières années (2021-2022-2023) visées par un comptable agréé par l'état et/ou les services des impôts et C20.
- Références professionnelles du partenaire cocontractant justifiées par des attestations ou des attestations de bonne exécution de catégorie B ou A délivrées par les différents maîtres d'ouvrage publics à savoir étude et suivi. Tout document permettant de justifier et d'évaluer les capacités des candidats tel que mentionné à l'article 03 du cahier des charges.
- Toutes les pièces administratives demandées doivent être valides

1-Capacité professionnelle :

-Pour les bureaux d'études privés agréés ou architecte agréé, justifiant :
De la mise à jour de l'agrément de l'année en cours ;
Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de société (SCP).
-Pour les bureaux d'études publics, justifiant :
De statut d'entreprise public économique (EPE) du bureau études ou d'un décret de création.
L'extrait de registre de commerce électronique pour le BET étatique ou société portant code d'architecture (607009), légalisé par CNRC territorialement compétent.

2-Capacité financière :

Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire annuel cumulé durant les trois dernières années (2021- 2022 - 2023) supérieur ou égale à : 1.134.000.00 DA
Les bilans des Trois dernières années (2021 - 2022 - 2023) visées par un comptable agréé par l'état et certifiés par les services des impôts et C20.

En cas de groupement, avoir réalisé un minimum de chiffre d'affaire cumulé durant les trois dernières années supérieur ou égale à : 1.134.000.00 DA

3-Capacités techniques :

Références professionnelles :
Ayant déjà assuré, la maîtrise d'œuvre (études et suivi) d'un projet classé à la catégorie « B » ou plus ou deux projets classés à la catégorie « A » à justifier par des attestations ou des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics et en adoptant, si nécessaire, les équivalences (projet de logement/projet d'équipement), ci-après :

Projet de logement	Equivalent en projet d'équipement
Projet 550 logts	Equipement de cat «A».
50logts<Projets150 logts	Equipement de cat «B».
150logts<Projets1000 logts	Equipement de cat «C».
1000logts<Projets2000 logts	Equipement de cat «D».
Projet>2000 logts	Equipement de cat «E».

En cas de groupement, avoir réalisé l'étude et suivi d'un projet de même catégorie « B » ou plus, ou deux projets de catégorie « A » pour Le chef de fil

4-Moyens humains :

Disposant d'un minimum de personnel, justifié par les diplômes, les fiches carrières, les affiliations individuelles CNAS datées durant le trimestre de l'avis de concours ou CASNOS pour le gérant de BET

- Un chef de projet architecte ou ingénieur en génie civil ou master en architecture ou en génie civil ayant une expérience minimale de trois (03) ans.
- Technicien supérieur ou DEUA ou licencié dans les métiers du bâtiment ou génie civil ou en architecture ayant une expérience minimale de deux (02) ans.

-L'architecte agréé ou le mandataire en cas de groupement ne peut pas faire partie de l'équipe exigée dans le dossier de candidature, il sera sujet à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

Les Moyens Humains utilisés dans l'éligibilité ne seront pas pris en considération dans l'évaluation Technique

- L'expérience sera justifiée par les fiches carrières CNAS ou la mise à jour CASNOS pour le gérant de BET
- Seule l'expérience supérieure à celle exigée dans le dossier de candidature sera prise en considération lors de l'évaluation de l'offre technique.

5-Moyens matériels :

Justifier de l'adresse professionnelle du siège du bureau de l'architecte (acte de propriété, contrat de locationetc) valide le jour de l'ouverture des plis

NB: Toutes les pièces administratives demandées doivent être valides le jour de l'ouverture

B.L'OFFRE TECHNIQUE COMPREND :

- La déclaration à souscrire, selon modèle du cahier des charges, renseignée, datée, signée par le candidat et portant son cachet.
- Copie certifiée des documents originaux portant sur le statut juridique de la société.
- Attestation de mise à jour (CNAS, CASNOS) valide le jour de l'ouverture des plis.
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société.
- Attestation du dépôt légal des comptes sociaux année 2023
- L'extrait de registre de commerce électronique pour le BET étatique ou société portant code d'architecture (607009), légalisé par CNRC territorialement compétent.
- PV de visite de site
- Détail d'étude
- En cas de groupement, le protocole d'accord de constitution du groupement indiquant le chef de fil ainsi que la responsabilité solidaire des bureaux d'études en faisant partie, la part que détient chaque membre du groupement (en pourcentage)
- Mémoire technique justificatif selon modèle du cahier des charges doit être signé, daté et cacheté sous peine de rejet de l'offre ; permettant d'évaluer l'offre technique du candidat, en matière de :
 - * Organisation (Note décrivant l'organisation de l'équipe de la phase étude et de la phase suivi).
 - * Moyens humains à mettre à la disposition du projet, accompagné d'un engagement du maître d'œuvre : à mettre à la disposition du projet le personnel concerné et ce conformément à l'arrêté n°04 du 12 janvier 2017 fixant le profil des intervenants dans la mission suivi de la maîtrise d'œuvre en bâtiment et la composition des équipes en fonction de la complexité de l'ouvrage et justifiées par les diplômes, les fiches carrières, les affiliations individuelles CNAS datées durant le trimestre de l'avis de concours ou CASNOS pour le gérant de BET.
 - * Moyens matériels à mettre à la disposition du projet justifiés par des cartes grises et assurances valides le jour de l'ouverture des plis pour le matériel roulant et un PV d'expertise de constat du matériel non roulant de l'année de soumission établi par un expert agréé par l'état ou d'huissier de justice.
- Le cahier des charges paraphé sur toutes ses pages, portant à sa dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

C-L'OFFRE DES PRESTATIONS COMPREND :

C-1 Pièces graphiques sous format A1.

Plan de situation à l'échelle appropriée.

Plan d'aménagement des espaces extérieurs indiquant les différents accès, la voirie, les circulations, les stationnements à l'échelle appropriée (1/200°, 1/500°).

Plan indiquant le traitement paysager, mobilier.

Plan masse à l'échelle appropriée (1/200°, 1/500°).

Les vues en plan aménagées et sommairement cotées des différents niveaux à l'échelle (1/100°, 1/200°).

Les coupes sommairement cotées et façades à l'échelle appropriée (1/100°, 1/200°).

Perspectives et croquis illustrant l'ambiance et l'image du projet.

Vue axonométrique de l'ensemble.

Schémas des réseaux sonores.

Tout autre document (Image de synthèse 3D, animation sur CD, ...etc.) nécessaire à une meilleure appréciation de la conception et du fonctionnement du projet.

C-2/ Pièces écrites

En plus des pièces graphiques citées ci-dessus le candidat doit présenter les pièces écrites en langue nationale ou en langue française suivantes :

Une note explicative de la partie architecturale, une explication argumentée des points de vue de son inscription dans le site, de sa valeur d'usage et de ses options techniques et esthétiques

Un tableau récapitulatif des surfaces du projet avec indication de l'affectation des locaux, de leur nombre, des surfaces utiles unitaires et des surfaces utiles totales.

Un rapport de présentation du projet : justifiant la partie d'aménagement et architectural, la programmation, intégration des énergies renouvelable (photovoltaïque, les surfaces).

Un tableau comparatif des surfaces faisant apparaître les surfaces utiles des entités fonctionnelles et les surfaces du programme

Organisation (en relation avec la réalisation).

C-3/ Enveloppe de l'anonymat

Elle contient l'identification du candidat (Le nom, la raison sociale, Numéro de portable, Numéro de téléphone fixe, le numéro de fax, Email s'il existe et l'adresse de la personne physique ou morale du candidat ainsi que le code du bureau d'études qui devra être constitué de six « 05 » chiffres

D.L'OFFRE FINANCIERE COMPREND :

- La lettre de soumission, selon modèle joint au présent cahier des charges, remplie, datée et signée par le candidat ;
- Une proposition d'honoraires (en TTC) pour la prestation de maîtrise d'œuvre (partie fixe et partie variable), l'offre financière ne doit faire référence à aucun rabais.

NB : -Toute offre qui présentera une référence à un rabais sur le montant sera rejetée

-Conformément à l'article N°69 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public, les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigées uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de saisine, et en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'il comportent des informations non conformes à celle figurant dans la déclaration, l'offre concernée est écartée, et le service contractant découvre que les informations fournies par le titulaire du marché publics sont erronées, il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant.

Le soumissionnaire présentera son offre de la manière suivante :

L'offre candidature dans une première enveloppe cachetée portant la mention offre candidature ; cette dernière sera mise dans une autre enveloppe portant la mention suivante :

CONCOURS D'ARCHITECTURE RESTREINT N° /2025 relatif à :

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 2 AU NIVEAU DES SITES (2060 LPL+530 LLV) AU POS SAU 09 TELMOUNI, COMMUNE DE TELMOUNI, WILAYA DE SIDI BEL ABBES (CITES HABITATS INTEGRES 2025)

« Soumission à ne pas ouvrir ».

Les plis doivent être parvenus à la direction des équipements publics à MAKAM CHAHID au plus tard à 12h 00 mn. La durée de préparation des offres de candidature est fixée à 10 jours à compter de la première publication de l'avis de concours sur la presse Nationale ou le BOMOP. Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogée au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis candidature prévue en séance publique et se tiendra le dernier jour de la préparation des offres à partir de la 1ère publication de l'avis de concours d'architecture restreint dans le BOMOP ou quotidiens nationaux à 14h 00mn.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à 14h 00 mn.

Le soumissionnaire reste engagé pour ses prix pour une durée de 03 mois augmenté du délai de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des offres techniques, de prestations et financières.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531001193 Le Quotidien d'Oran 29/01/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

LA WILAYA DE TIARET

DIRECTION DE L' URBANISME, DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément à l'article N°40 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public

Il est porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participés à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales N°24/2024 paru le :

- Le 18/12/2024 en langue Française au quotidien national « Le Quotidien D'Oran »
- Le 16/12/2024 en langue Arabe au quotidien national « الدوري »

Relatif Au :

PROJET : TRAVAUX DE VRD PRIMAIRES ET SECONDAIRES D'UN SITE

COMMUNE : TIARET

- SITE : POS N°10 OUED TOLBA

- LOT: STATION DE RELEVAGE

Est déclare infructueux pour le motif : le financement des besoins ne peut être assuré.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531001223 Le Quotidien d'Oran 29/01/2025

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de la ville

Direction des Equipements Publics

Wilaya de Tiaret

NIF : 0002 140 15001770

Avis de Pré qualification

15 JAN 2025

Tiaret le ;

N° 24 /DEP/2025

Suite aux Résultats du Jugement des offres candidatures. Relatif au concours national d'architecture Restreint N° 23/2024 au Journaux « ELMASAE », en langue Arabe en date du : 09/01/2025 et « LE QUOTIDIEN » en langue Français en date du : 14/01/2025, les Bureaux d'études pré qualifiée sont les suivants :

PROJET	BUREAUX D'ETUDES PRESELECTIONNE
Etude , Suivi et Réalisation d'une Ecole Primaire Type 2, au Niveau du Site des 2000 LPL +218 LPP à Route de Sougueur , Commune de Tiaret , Wilaya de Tiaret (Cités d'habitat Intégrées 2025)	MIDOUANE ABDELKARIM
	GROUPEMENT TAHOUNZA BACHIR + BACHIR RABAH
	ABDESELAM ABED
	GROUPEMENT ZAHEF NAIMA + LARBI ALI
	BOUZIANE SOFIANE
	GROUPEMENT MEBARKI NOUREDDINE + BENALI MOHAMED
	GROUPEMENT ITKANE HASSI ELHADJ + BAROUD
	DJAAMELEDDINE + CHLEF BILLEL
	GROUPEMENT BOULEFEA HORRI + DJOUAL ALI
	GROUPEMENT GEMAIR SORIYA + HASSANI NOUREDDINE
	BOUAKEZ MOHAMED SAHRAOUI
	GROUPEMENT BEKKAR MOHAMED+BEKKAR NADIR + OUTALEB ABDEREZAK
	GROUPEMENT BAKHTIL YACINE + BOUALI ILEYES
	BAKHTI YASSER
	BOUKOUROU ABDELATIF
	ARAB ABDELHAFID
	SAID MUSTAPHA
	GROUPEMENT HAMZI SOUAD + SENOU'CI SIHAM + KACI RACHID
	GROUPEMENT NAIT SID AHMED SOUAD AHMED + BOUADA REDHA
	MADJDOUB AMAR

Les Bureaux d'études pré qualifiées sont invités à Remettre les offres Techniques, Prestations et les Offres Financières de Projet cité ci-dessus dans un délai de 15 Jours conformément aux clauses du cahier des charges.

Les offres, doivent être présentées dans Trois enveloppes distinctes.

- une enveloppe contenant « offre Technique » comprenant les pièces exigées dans le cahier des charges.
- une enveloppe contenant « offre Prestations » avec l'ensemble des documents exigées dans le cahier des charges.
- une enveloppe contenant « offre Financière » comprenant les pièces Requises exigées pour les cahiers des charges.

Les Trois enveloppes doivent parvenir sous pli anonyme et Fermé à l'adresse suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DES EQUIPEMENT PUBLICS DE LA WILAYA TIARET

"Soumission à ne pas ouvrir "

AVIS DE CONCUR NATIONAL D'ARCHITECTURE N° 23/2024

(Offre Technique, Prestation et Offre Financières)

La date de dépôt des offres est fixée au 15ème jours avant 12H00 min, à compter de la date de la première apparition de l'avis de près qualification, l'ouverture des plis des offres techniques est prévue le même jour de dépôt des offres à 13H00min , si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de dépôt légal celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires.

Le Directeur

ANEP N° 2531001196 Le Quotidien d'Oran 29/01/2025

République Algérienne Démocratique et Populaire
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
WILAYA DE BECHAR
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
N/F 099808019086701

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Équipements publics de la Wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 002/DEP/2023, portant sur l'achèvement de l'hôpital de 120 lits à ABADLA, wilaya de Béchar en lots séparés; **Lot N° 03** : postes transformateurs (GC+équipements) +groupes électrogènes (GC+équipements) et réseau MT, **Lot N° 04** : Courant faible, **Lot N° 05** : aménagement extérieur+ terrassements généraux et voirie, **Lot N°06** : F/P HVAC et désenfumage, **Lot N°07** : F/P ascenseurs et les montes malades, **Lot N°08** : fluides médicaux, **Lot N°09** : alimentation en réseau de GAZ, paru au quotidien nationaux «**البيان**» le 13/04/2023 en langue arabe et «**le Quotidien d'Oran**» le 13/04/2023 en langue étrangère, Qu'à l'issue de l'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, les Lots sont attribués provisoirement conformément aux critères prévus dans le cahier des charges à :

Projet	Entreprise	NIF	Montant proposé en TTC en DA	Montant après correction en TTC en DA	Délai d'exécution	Note technique	OBS
Lot N° 04 : Courant faible	SARL MAHDJARET ELDJAOUDA Gérant « Kachat Abdessellam »	099919008313239	89 433 607,48	89 433 607,48	Trois(03) Mois et 15 jours	40,00	Offre moins disante préqualifiée
Lot N° 05 : aménagement extérieur+ terrassements généraux et voirie	BENDJIMA BRAHIM	180088010034413 9	163 851 100,00	163 851 100,00	Sept (07) Mois	75,00	Offre moins disante préqualifiée
Lot N°06 : F/P HVAC et désenfumage	SARL Général CCBS Gérant « Siradj Kamal »	001519009162456	699 462 067,50	699 462 067,50	Huit (08) Mois	74,00	Offre moins disante préqualifiée
Lot N°07 : F/P ascenseurs et les montes malades	instructueux pour motif aucune n'offre préqualifiée techniquement						
Lot N°08 : fluides médicaux	SARL BS Médical Gérant « Ben Yahia Akil »	000806018580301	110 899 670,00	110 899 670,00	Cent Vingt deux (122) Jours	53,00	Offre moins disante préqualifiée
Lot N°09 : alimentation en réseau de GAZ	KHELIFATI ABDERRAZAK		8 188 747,00	8 188 747,00	Cinq (05) Mois	53,00	Offre moins disante préqualifiée

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres candidatures, techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Béchar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis, conformément à l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable, conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout recours doit être accompagné d'une copie de présent avis d'attribution provisoire et qui sera envoyé au secrétariat de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar.

Le Directeur

ANEP N° 2531001440 Le Quotidien d'Oran 29/01/2025

EMPLOIS

■ Particulier à Oran cherche une femme de ménage 6j/7 Tél 0556.31.08.90

■ Particulier cherche femme de ménage à Oran. Tél : 0673.48.44.06

APARTEMENTS

■ Vend F4, r-c-h, superficie 90 m², 3 balcons, 2 façades à Misserghine. Tél : 0699.67.94.50 – Visite le vendredi matin

■ Vends F3-F4-F5 promotionnel de luxe, cuis équipée, chauff-cent à lycée Lotfi- Belgaïd – Hippodrome – Cité Petit – Tél : 0772.43.37.38 – 0660.88.46.15

■ Vds F2, 71,4 m² 1^{er} et dernier étage – Vds 70 m² MM en ruine Boulanger – Loue F4, 3^e étage Yasmine II – Tél : 0770.50.67.57 – 041.24.14.41

■ v/loue/ éch à Taret C/V C/Sim à Oran F6, act 03 façade/sud, cour comm 3.000 m² dans cité clôt par 04 bt, près tout commo+ park à gard loue F2, dans RDC villa + jardin entre indép. Police+ PTT+hammam +école + CEM + univ+ superette + bus 02 sens vers C/Ville – Mob : 0557.74.60.91/ 0558.29.67.69

■ Loue F1 meublé, à 100m de la Place des Victoires, 4^e (3,5U) – F3 Cité Lescure, 10^e (2U) – Agence immo ABDALLAH : 11 rue Cavaignac, Oran – Tel : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

VILLAS

■ A vendre maison, 216 m², R+1, terrasse, 1 seule façade, jardin, garage, située à la rentrée de Tiélat, à côté de la mosquée / Oran – Tél : 0795.60.21.74 – 0772.54.93.82

CONDOLÉANCES

Le Directeur régional de l'ANEP Groupe Monsieur Mansouri Kamel, les directeurs et l'ensemble du personnel des trois directions présentent à leur collègue Mme JEMAI Souhila leurs sincères condoléances à la suite du décès de sa belle-mère, et l'assurent, en cette pénible circonstance, de sympathie. « Puisse Dieu Le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis ».

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».

CONDOLÉANCES

Le Directeur régional de l'ANEP Groupe Monsieur Mansouri Kamel, les directeurs et l'ensemble du personnel des trois directions très attristées par le décès de leur collègue **ABDELHALIM Mohamed**.

« Puisse Dieu Le Tout- Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis ».

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».



شركة الدراسات التقنية وهران
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES D'ORAN
Société par actions au capital de 90.000.000,00 DA- Rond point les Castors
BP 9977 El-Makkori 31007 - Oran, Tél: (041) 74 76 68 Fax : (041) 74 76 69



ISO 9001:2015
ISO 14001:2015
ISO 45001:2018
Management System
www.tuv.com
ID 9105041831



Appel d'offres national ouvert.

La société d'études techniques d'Oran (SETO), bureau d'études de droit algérien (NIF : C999 310 103 14725) lance un appel d'offres national pour l'acquisition d'un lot de 03 véhicules 4*4 tout terrain double cabine.

Le retrait des cahiers des charges ainsi que le dépôt des offres se font au niveau de la direction générale de la société d'études techniques d'Oran (SETO), sis au rond point des castors Cran, Algérie.

ANEP N° 2531100087 Le Quotidien d'Oran 29/01/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MOSTAGANEM
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
NIF- DHW = 098027019000436

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des l'articles 52 et 65 du Décret Présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, M^{re} Le Directeur de L'hydraulique De La Wilaya De Mostaganem remercie et informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offre Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales : N° 16/2024, paru dans les journaux quotidiens nationaux en langue arabe «**البيان**» "en date 10/12/2024 et en langue française «**Le Quotidien d'Oran**» en date 10/12/2024, concernant L'opération: Réalisation D'un Système De Traitement Tertiaire De La Station D'épuration Du Groupement Urbain De Mostaganem A Salamandre. Le projet est attribuer provisoirement et conformément au tableau ci-dessus :

Projet	Soumissionnaire	Montant de L'offre DA en TTC	Délai	N.I.F	O.B.S
parachèvement des travaux de Réalisation d'un Système de Traitement Tertiaire des Eaux Epurées de la Station d'épuration de Mostaganem à Salamandre	SARL WATER WAPS ALGERIE Gérée par MADAOUI LARBI Siège social à CHLEF	477 166 200,00	05 Mois et 25 Jours	001602090684357	Moins disant

A partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire, un délai de 10 jours est accordé aux soumissionnaires désireux de déposer leurs recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Mostaganem conformément l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics. Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financière sont invités à se rapprocher du bureau des marchés de la direction des ressources en eau de la wilaya de Mostaganem au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication dans la presse du présent avis d'attribution provisoire .

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531001400 Le Quotidien d'Oran 29/01/2025

2

09.35 La maison des Maternelles
10.00 La maison des Maternelles à votre service
10.35 Consomag
10.40 Météo Outre-mer
10.45 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.40 Journal Météo climat
13.45 La p'tite librairie
13.50 Ça commence aujourd'hui

16.10 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre



Présenté par Julia Vignali
Parce que les maisons sont remplies de babioles insolites qui ne demandent qu'à trouver acquéreurs, des spécialistes accompagnent les propriétaires d'objets tout au long des étapes susceptibles de les mener à la vente.
17.50 Affaire conclue : la vie des objets
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles

3

10.40 Le goût des rencontres Nouvelle-Aquitaine
11.15 Le goût des rencontres normandes
12.15 ICI 12/13 à la carte
12.55 Météo
16.45 Duels en familles
17.20 Slam
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20 édition toutes régions
19.50 Tout le sport
20.20 Un si grand soleil

21.05 Secrets d'histoire



Présenté par Stéphane Bern
L'histoire de Louis XI se déploie dans les châteaux d'Amboise, Plessis-Bourré, Loches et Langeais. Son parcours commence à la cathédrale Saint-Étienne de Bourges, où son baptême présage une relation complexe avec son père, Charles VII, monarque fragilisé sauvé par Jeanne d'Arc. Une lutte pour le pouvoir s'engage entre l'héritier impatient et le roi vieillissant.

4

11.08 Idéfix et les Irréductibles
11.55 Les as de la jungle à la rescousse
13.55 C'est toujours pas sorcier
14.19 Angelo la débrouille
16.00 Molusco
17.56 Oscar & Malika toujours en retard
19.14 Potobot
20.05 C'est toujours pas sorcier
20.40 T'es au top
20.50 Okoo-koo

21.00 Bernard Lavilliers au Zénith de Paris



Concert de Bernard Lavilliers au Zénith de Paris. Le chanteur aux mille histoires revient sur scène pour interpréter ses plus belles chansons et des extraits de son dernier album "Sous un soleil énorme" sorti en 2021. Riche de ses voyages et de ses aventures, celui que l'on surnomme "le professeur d'ailleurs", partage la scène avec le duo originaire de Saint-Etienne Terrenoire. Saint-Etienne, une ville chère au cœur du chanteur. Il sera aussi en duo avec la chanteuse Jeanne Cherhal pour le titre "Espoir".

5

10.00 Le Mag de la santé
11.00 Labels : des verts et des pas mûrs
11.55 Dora, la jeune loutre géante
12.49 Imprévus
13.00 Des trains pas comme les autres
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Des trains pas comme les autres
15.05 Alaska, l'aventure grandeur nature
16.55 C pas si loin
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
20.00 Vu
20.05 C à vous la suite
21.05 La grande librairie

arte

C8

10.55 Piraterie et esclavage en Méditerranée : Périls en mer au XVI^e siècle
11.50 Voyages en terres du Nord
13.00 En Islande, le boom de légumes
15.20 Sète, la passion des joutes
15.50 Le long voyage des bélugas vers la liberté
16.35 Céphalopodes : le règne des ventouses
17.20 Invitation au voyage
18.55 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
21.00 La fleur du mal

09.20 Chez Jordan De Luxe
12.27 Sélection C8
12.36 William à midi : première partie
13.39 William à midi
14.05 Inspecteur Barnaby
17.54 Pascale, Eric, Yann et les autres
18.49 La tribu de Baba
19.52 Touche pas à mon poste
21.20 Mongeville



ACTION 20.50

THE LOSERS

Film d'action - France - Etats-Unis - 2010
Avec Jeffrey Dean Morgan, Idris Elba, Zoe Saldana, Columbus Short
Membres des forces spéciales, Clay, Roque, Pooch, Cougar et Jensen doivent appréhender un gros trafiquant de drogue en Bolivie. Mais ces derniers sont trahis par leur officier supérieur, Max, qui les dirige par radio. Présumés morts, Clay et ses hommes sont coincés en Amérique du Sud. Ils ne rêvent de se venger quand, soudain, se présente à eux la mystérieuse Aisha. Elle aussi a un compte à régler avec Max.

21.10
SEVEN SISTERS



Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - France - 2017
Avec Noomi Rapace, Glenn Close, Willem Dafoe, Robert Wagner
Dans un futur proche, sur une Terre qui a subi une explosion démographique, une loi sur l'enfant unique a été promulguée en Europe. Les enfants excédentaires sont désormais placés en sommeil cryogénique prolongé. Attendant dans une maternité, Terrence Setzman, donne les sept jours de la semaine comme prénoms aux septuplés dont sa femme vient d'accoucher. Trente ans plus tard, les sept sœurs, qui ont développé des capacités très différentes, partagent, sous le nom de leur mère, Karen Setzman, la même vie pour échapper aux contraintes gouvernementales.

RTL9 20.55
47 RONIN



Film d'aventures - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Japon - 2013
Avec Keanu Reeves, Hiroyuki Sanada, Rinko Kikuchi, Ko Shibasaki
Un perfide guerrier ayant tué leur maître et banni leur tribu, 47 samourais errants jurent de se venger et de restaurer l'honneur de leurs compatriotes. Arrachés à leurs foyers et perdus aux quatre coins des terres connues, cette poignée de rebelles se voit contrainte de recourir à l'aide de Kai lors de leur combat à travers un univers violent, peuplé de monstres mythologiques, de métamorphoses maléfiques et d'effroyables dangers.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Elsbeth



11.00 Les Feux de l'amour
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
13.45 Météo
13.50 Plus belle la vie, encore plus belle
14.20 Célibataire & fabuleuse !
15.50 Les témoins amoureux
17.35 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h
21.00 C'est Canteloup

Série policière - Etats-Unis - 2024 Saison 1 - Episode 7/10

Avec Carrie Preston, Carra Patterson, Wendell Pierce, Molly Price, Geneva Carr
Le soir de son mariage avec la fille d'Ashton Hayes, un conseiller financier riche et estimé, le jeune marié est retrouvé mort au volant d'une voiturette de golf dans une mare du parcours. Elsbeth soupçonne un acte criminel et finit par prouver comment le douteux beau-père s'est débarrassé de son malheureux gendre qui risquait de compromettre ses louches et lucratives affaires.

6

20.35 Scènes de ménages



09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.40 Météo
19.45 Le 19.45

Série humoristique - France - 2025 Avec Valérie Karsenti, Frédéric Bouraly, Gérard Hernandez, David Mora

C'est parti pour une nouvelle saison dans le quotidien des couples. En effet, ils sont de retour et réservent de belles surprises. Raymond accueille une nouvelle aide à domicile pas docile. Emma et Fabien, désormais parents de jumeaux, voient leur quotidien devenir sérieusement rock'n'roll...

CANAL+

21.00 Ligue des champions



09.41 L'épopée joyeuse
12.12 La boîte à questions
12.22 En aparté
12.57 Clique
13.29 Blue & Compagnie
15.11 Les Explorateurs : l'aventure fantastique
18.29 Têtâtête(s)
18.44 Tchi tcha
19.11 La boîte à questions
19.16 Clique
19.51 Canal Champions Club
20.54 Plateau avant-match UEFA

Pour cette 8^e et dernière journée de la première phase de la nouvelle formule de la Champions League, ce multiplex va se concentrer notamment sur les rencontres des clubs français engagés. Ainsi, les Bretons du Stade Brestois accueillent les Espagnols du Real Madrid dans un match de prestige. De leur côté, les Dogues lillois du coach Bruno Genesio se mesurent à domicile aux Néerlandais du Feyenoord.

PLANETE +

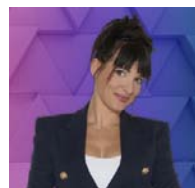
TFX

W9

09.42 Au bonheur des dames : L'invention du grand magasin
11.11 Faites entrer l'accusé
12.44 Colisée, une histoire monumentale
14.13 Navires de légende
16.00 Le génie des bâtisseurs
17.50 L'énigme de la tombe celtique
19.26 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe

09.50 Gossip Girl
10.40 TFX infos
10.45 Gossip Girl
12.15 Clap !
12.50 Incroyables mariages gitans
16.25 Quatre mariages pour une lune de miel
20.05 Plus belle la vie, encore plus belle
21.05 Incroyables mariages gitans
09.30 Lucifer
14.05 Les secrets du paranormal
18.00 Une saison au zoo
21.10 Seven Sisters

09.00 W9 Hits
10.40 HDM : L'hebdo de la musique



11.50 Le hit W9
12.45 Météo
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait
19.50 Les apprentis aventuriers
21.05 Météo
21.10 L'île de la tentation



S —

CODÉS N° 9182

1 T	2 I	3 C	4 R	5 O	6 L
7 E	8 N	9 A	10 M	11 S	12 U
13 V	14 B	15 G	16 D	17	18

FLÉCHÉS N° 9183

FOUILLIS N° 9183**CROISÉS N° 9183**

- A.** Le bateau ivre ?
- B.** Formation du pouvoir.
- C.** Dit du mal. Indéfini.
- D.** Encore une fois, on l'aura voulu !
- E.** Domaine de Colombo.
- F.** Moins une, on l'avait en poche ! Le premier à nous débaucher.
- G.** Bradype.
Coupe en plan.
- H.** Bastringues.
- I.** Niveau. Mal appris.
- J.** Sorties en majorité.
- K.** Chemin. Fait le poids.

N	I	A	G	R	U	O	B	M	A	N	I	P	O	T
B	L	S	E	I	L	O	C	N	A	L	E	M	N	N
T	I	R	I	S	E	E	E	T	B	F	O	E	A	O
N	O	E	U	D	S	N	U	E	A	N	M	G	E	I
E	N	V	N	I	I	R	N	N	D	E	R	N	R	M
M	O	I	O	S	E	E	T	E	S	E	O	N	T	A
E	I	N	I	G	F	O	N	S	S	I	E	O	N	C
V	T	U	I	I	M	I	I	S	T	L	R	I	E	A
I	C	E	C	E	T	T	I	A	B	E	E	T	V	L
S	E	E	C	N	U	V	L	A	I	E	I	A	S	I
U	F	A	A	O	I	O	C	F	G	U	T	T	R	T
L	F	C	L	T	I	O	I	A	O	G	R	I	U	E
C	A	G	E	V	V	N	R	N	B	A	O	G	O	B
X	N	E	D	E	U	O	G	G	E	B	P	A	C	A
E	C	O	R	D	E	A	U	E	R	I	O	L	G	L

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est mal élevé.
- Mon 2e, c'est la hauteur du corps humain.

Mon tout est un jeu de cartes très simple.

1 G	2 L	3 I	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1	13	8	13	11	13	7	5	13	
3	14	3	6	13		5	13	4	13
1	13	2	9		12	13		3	
15	6		2	3	9	5	5	13	5
6		5	9	14	7		7	11	15
	12	3	1	9	14	3	13		10
12		10	13	1	13	2		1	9
9	11	9		3		5	3	2	
1	3		7	8	13		2	7	3
7	5	9		9		11	13		4
13		11	9	6	9		5	7	11
5	15	14	14	3	13	11		5	13
	6	13		15	11	9	1	13	5
12	9	8	9	8	13	5		13	5
9	8	6	3		5	13	8	5	13

SUDOKU N° 2183

		2		7				3
3	7	9			1	4		
1			5				2	8
8				9		6		4
	1				5		7	
		4			2	1	5	
4	3	7				2	8	
	9						4	
			2		8			

CODÉS N° 9183

FLECHES N°9182

B	R	O	U	I	L	E	S
R		T	E	R	A		U
I	L	E		E	R	R	E
C	E	R	F		A	G	
A	U		E	S	S	E	S
B	R	E	V	E		S	U
R		N	E		A		L
A	S		S	A	V	A	T
C	A	D		D	I	V	A
	M	O	T	O	S		N
T	B		P	R	E	S	
R	A	V	I	E		I	L

CROISÉS N°9182

M	O	U	S	S	E	L	I	N	E
O	U	E			C	O	N	E	S
R		V		F	O	U	D	R	E
O	B	E	L	I	S	Q	U	E	
S	O	N		C	S	S		E	P
E	S		C	H	A	O	S		R
	S	O	R	T	I	R		M	O
T		V	E	R	S		P	I	F
A	L	I	T	E		D	E	M	I
C	A	N	E		M	O	T	E	T

SUDOKU N°2182

8	2	4	7	5	9	6	3	1
1	9	6	4	3	8	2	7	5
3	7	5	2	1	6	4	9	8
7	5	1	6	9	3	8	2	4
6	3	2	8	7	4	1	5	9
9	4	8	1	2	5	7	6	3
2	6	3	5	8	1	9	4	7
4	8	9	3	6	7	5	1	2
5	1	7	9	4	2	3	8	6

CODÉS N° 9182

1 T	2 I	3 C	4 R	5 O	6 L
7 E	8 N	9 A	10 M	11 S	12 U
13 V	14 B	15 G	16 D	17	18

**FOUILLIS N° 9182 :
RAGOUT (Rat - Goût**



10 ERRORS



Rappel massif de produits Coca-Cola en Europe



L'embouteilleur européen de Coca-Cola a annoncé lundi un rappel massif de produits en Europe en raison d'une teneur trop élevée en chlorate, un sous-produit du chlore, tout en assurant que le risque sanitaire était, selon lui, «très faible».

Ce rappel concerne des canettes et des bouteilles en verre consignées de Coca-Cola, Sprite, Fanta, Fuze Tea, Minute Maid, Nalu, Royal Bliss et Tropic, en circulation depuis fin novembre et portant «un code de production allant de 328 GE à 338 GE (inclus)».

Au-delà de la Belgique, où ont été embouteillées ces boissons, les lots en question ont été expédiés aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France et au Luxembourg. «Nous n'avons pas de chiffre précis, mais il est clair qu'il s'agit d'une quantité considérable», a indiqué à l'AFP Coca-Cola Europacific Partners Belgium, une filiale du géant des sodas. «La majorité des produits concernés et invendus ont déjà été retirés des rayons des magasins et nous continuons à prendre des mesures pour retirer tous les produits restants».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'Afrique perd 18 milliards de dollars par an à cause des conflits



Le président kényan William Ruto a déclaré lundi que les conflits continuaient de priver l'Afrique de son potentiel en coûtant au continent près de 18 milliards de dollars par an et entraînant le déplacement de millions de personnes.

Selon M. Ruto, l'Afrique abrite actuellement 35 millions de déplacés, 8,9 mil-

lions de réfugiés, 1,1 million de demandeurs d'asile et 1 million d'apatrides.

«Entre avril et juin 2024 uniquement, un total de 1.000 incidents terroristes ont été enregistrés en Afrique, faisant 4.818 morts», a-t-il indiqué lors de la Retraite de haut niveau du bureau élargi sur les réformes institutionnelles de l'UA, qui s'est

tenue dans la capitale kényenne Nairobi.

L'événement a réuni sur une journée les présidents de Guinée-Bissau, d'Éthiopie, du Ghana et des Comores, ainsi que Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, afin d'accélérer les réformes de l'organisation continentale composée de 55 membres.

Plus de 20 migrants secourus au large de Malte



L'Ocean Viking, le navire ambulance affrété par SOS Méditerranée, a secouru lundi après-midi 22 personnes, dont plusieurs femmes, se trouvant dans une «embarcation en détresse», au large des côtes maltaise, a annoncé l'ONG basée à Marseille.

Le navire a secouru ces personnes, «qui ont passé la nuit en mer», a précisé l'ONG, et qui souffrent «de brûlures causées par le contact prolongé avec le mélange de fuel et d'eau salée», après avoir débarqué vendredi 43 migrants au port italien de Gênes eux-même secourus la semaine passée. L'ONG leur a porté secours dans «la région de recherche et de sauvetage maltaise», sans apporter davantage de précisions.

«Si nous sommes soulagés de savoir ces personnes désormais en sécurité, nos pensées vont à d'autres, dont deux enfants, qui ont tragiquement perdu la vie il y a deux jours, dans la même zone. 15 personnes avaient pu être secourues par l'ONG Sea Punks», a précisé SOS Méditerranée dans un communiqué.

Limogeage de responsables du ministère de la Justice impliqués dans les procédures pénales contre Trump



Des responsables du ministère américain de la Justice impliqués dans les procédures pénales fédérales contre Donald Trump, abandonnées à la suite de son élection en novembre, ont été limogés lundi, selon une source officielle et les médias.

Le procureur spécial qui a instruit ces deux procédures fédérales, Jack Smith, a quitté le ministère de la Justice le 10 janvier, dix jours avant l'investiture du président élu républicain. Des responsables du ministère qui ont travaillé avec lui sur ces dossiers ont été limogés lundi. «Le ministre de la Justice par interim James McHenry a pris cette décision parce qu'il ne pensait pas pouvoir se fier à eux pour appliquer loyalement le programme du président à cause de leur rôle significatif dans les poursuites contre le président», a affirmé un responsable du ministère sous le couvert de l'anonymat. Il n'a pas révélé le nombre ni l'identité des personnes visées par cette mesure, mais il s'agit d'une dizaine, dont plusieurs procureurs fédéraux, selon les médias américains.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UNE FIBRE POUR UNE CONCORDE

Il est de bon augure de s'arrêter sur l'exploit remarquable que réalisent actuellement les travailleurs d'Algérie Télécom pour le parachèvement de l'installation de la fibre optique. L'effort est si visible qu'il suggère une satisfaction pour relativiser les négatifs aprioris et les mécontentements collés à la peau des râleurs contre les acteurs publics économiques et administratifs.

L'engagement atténué des moues et édulcore les impatiences connues comme une seconde nature chez les Algériens. Il déteint surtout la manie de s'accrocher aux mauvaises humeurs et éloigne l'esprit des négatives nouvelles qui produisent des aigreurs dans les commentaires et les vindictes. L'observation de l'heureuse prise en charge d'une mission nationale

par des commis responsables adoucit les mœurs et préfigure toujours une réconciliation avec ses proches et ses semblables.

Dans une grande wilaya comme Oran, faire honneur à la fibre optique et aux milliers d'utilisateurs en un temps record n'est pas uniquement une petite affaire de raccordement de fils. Par sa vélocité d'installation assidue, la fibre devient un nerf d'union et interpelle la concorde pour désengager de l'esprit le rendu des mauvaises nouvelles. Cette hardiesse, somme toute normale, démontre qu'une

conscience nationale existe chez une majorité d'Algériens. Elle n'a pas besoin d'éloges car ceux qui l'entreprennent n'assument que leur travail pour s'inscrire dans une démarche normale. Mais en marge de leur devoir, ils signifient sans le savoir que des œuvres positives existent malgré des faits et des comportements de quelques délurés qui par leurs inconsciences et leurs infantilismes entachent l'actualité quotidienne.

La bienfaitrice volonté soutenue jusqu'ici par les responsables et les travailleurs de la téléphonie nationale redessine ce que doit être la communication en prenant en charge une des bases sur laquelle va reposer le pays. Elle pourfend de belle manière cette aigreur qui tenaille parfois les professions de foi.

RDC : violents combats dans Goma, 17 morts et près de 370 blessés



Les combats ont fait rage lundi à Goma, à la frontière du Rwanda dans l'est de la République démocratique du Congo, entre les forces congolaises et les combattants du groupe armé M23 alliés à des troupes rwandaises, faisant 17 morts et près de 370 blessés.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine doit se réunir mardi, de même que le Conseil de sécurité de l'ONU, à propos de cette crise qui a fait un demi-million de déplacés en janvier selon l'ONU.

Au terme d'une progression éclair au cours des dernières semaines, et depuis l'échec d'une médiation RDC-Rwanda sous l'égide de l'Angola mi-décembre, des combattants du M23 («Mouvement du 23 mars») et des soldats rwandais, dont le nombre est estimé au total à plusieurs milliers en RDC selon l'ONU, sont arrivés aux portes de Goma dimanche.